

Lancement à Paris du livre de Tryphon Kin-kiey Mulumba

Articles de la page 7 à la page 11.

LE SOFT THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1657 | Mercredi 4 février 2026 | 20 pages €7 \$8

Il trace ses lignes rouges

Le Président ne veut voir ni
Kabila, ni Nangaa au Dialogue



Invité par Emmanuel Macron, le président Tshisekedi accueilli à Paris à l'Élysée vendredi 23 janvier 2026 par son homologue français. DR.

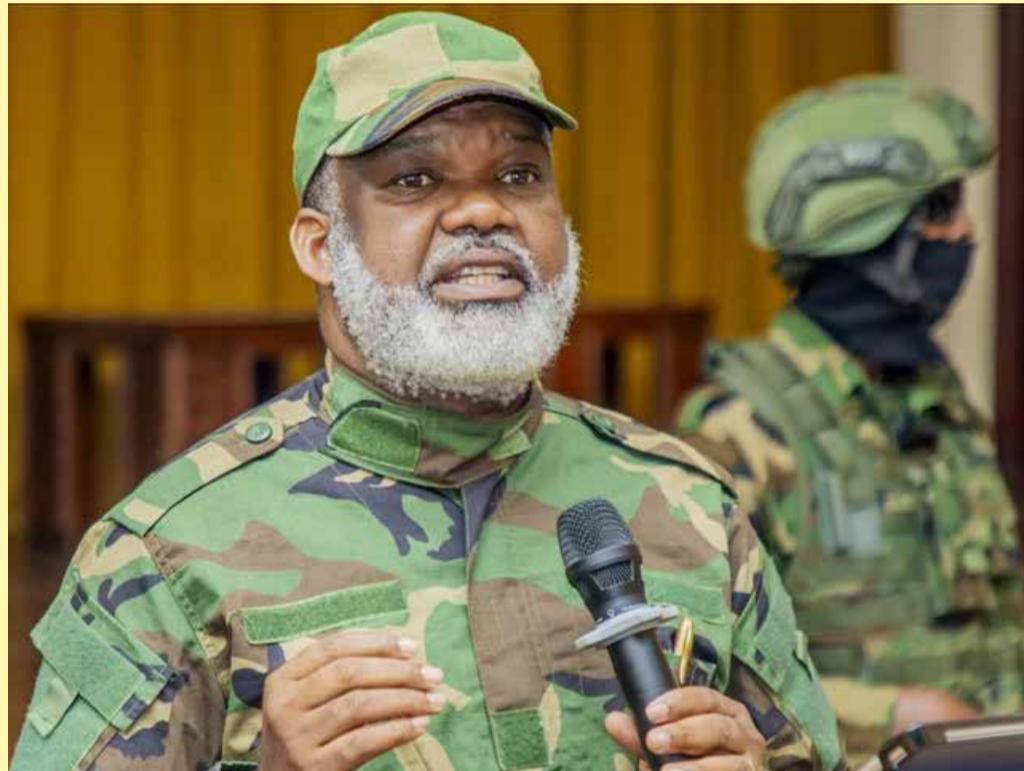


LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

Il ne veut voir ni Kabilia, ni Nangaa

Ce dialogue dont tout le monde parle et que certains réclament, telles les chancelleries occidentales, aura lieu ou n'aura pas lieu? S'il a lieu, quel en sera le cadre ? Où se tiendra-t-il ? Qui seront invités à la table ? Quel en sera le thème ? Quels résultats en attendre ?

C'est à toutes ces questions que les cellules de stratégie travaillent désormais. Qu'elles soient de l'Union Africaine - le président en exercice de l'Union Africaine, l'Angolais João Manuel Gonçalves Lourenço, le président du Conseil togolais Faure Essozimna Gnassingbé, fils Eyadema, le team d'anciens présidents désignés facilitateurs par l'Union Africaine, le Nigérian Olusegun Obasanjo, le Kenyan Uhuru Kenyatta, le Sud-africain Kgalema Motlanthe, l'Éthiopienne Sahle-Work Zewde, la Centrafricaine Catherine Samba Panza - ou des Congolais eux-mêmes, en premier, les hommes politiques, les membres de la société civile, églises catholique et protestante, etc., ces cellules de stratégie ont-elles la même compréhension de ce rendez-vous annoncé, le sixième qui pourrait avoir lieu? Devant les ambassadeurs accrédités à Kinshasa, le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, lors de la cérémonie d'échange de vœux, en a, le 31 janvier 2026, dessiné le cadre. « Si ce dialogue devait se tenir, il se déroulerait sur le sol national, et serait



Ci-haut, de g. à dr., AFC-M23 Corneille Nangaa Yobeluo, le PPRD-FCC Joseph Kabilia. Ci-bas, AFC-M23 Bertrand Bisimwa. DR.



conduit et organisé par les institutions de la République, dans le respect de la Constitution, des lois de la République et des règles démocratiques qui fondent notre pacte national (...). Je le dis avec la même clarté : ce dialogue intérieur, aussi nécessaire soit-il, ne saurait tenir lieu de substitut aux obligations internationales. Il ne peut pas être invoqué pour relativiser une agression, ni pour diluer des responsabilités établies (...). La justice suivra son cours normal, avec rigueur, jusqu'au bout, et sans complaisance afin d'honorer la mémoire de celles et ceux injustement tombés du fait de l'agression ».

POSITION DE NÉGOCIATION? À eux s'ajoutent leurs compagnons. D'où l'arrestation de deux hommes clés de l'ancien pouvoir PPRD-FCC. L'ancien président de l'Assemblée nationale Aubin Minaku Ndjalandjoko et l'ancien vice-premier ministre en charge de l'Intérieur, Sécurité, Emmanuel Rama-Zani Shadary qui sont

dans les mains des services secrets. Faut-il voir le discours du Chef de l'État congolais comme une position de négociation? Des partis d'opposition le pensent. Tel celui de l'ancien premier ministre Augustin Matata Ponyo Mapon, le LGD-A. « Les positions des uns et des autres, bien que paraissant tranchées et parfois divergentes, n'appellent pas encore à la rupture, au regard des dispositions d'ouverture et de concertation affichées de part et d'autre », écrit, dans une déclaration du 2 février, un groupe de membres de LGD-A. Vice-président de la coalition Lamuka dont le président est

Martin Fayulu Madi-di et président de son parti ADD Congo, Prince Epenge avait été le premier à s'exprimer sur les déclarations du président de la République en des termes ci-après. « La coalition Lamuka et l'ADD Congo prennent acte des affirmations du Chef de l'État Tshisekedi, selon lesquelles le dialogue national et inclusif est important pour faire face à la guerre d'agression. Mais aussi l'unité et la cohésion des enfants du Congo sont indispensables pour fédérer les énergies et mutualiser les forces en vue de récupérer les territoires du Congo passés sous pavillon de Paul Kagame. Ce qui est important, ce sont les objectifs poursuivis par le dialogue tel réclamé par le peuple. Pour la coalition Lamuka, le plus important n'est pas qui convoquer et où on va se réunir. Que le dialogue se tienne à Kinshasa ou ailleurs, qu'il soit convoqué par M. Félix Tshisekedi ou par ses institutions, le plus important est qu'on libère nos Kivu, on libère l'Ituri, que les

gangs quittent notre pays. Récupérer les territoires occupés, pacifier les provinces en proie à l'insécurité, réaliser l'unité et la cohésion comme l'assurance vie absolue de notre pays aujourd'hui et demain. Mais aussi amorcer les réformes électorales nécessaires en vue d'assurer des bonnes élections générales en 2028. Les crises sont multiples et le cadre idéal pour les résoudre est bel et bien ce cadre de dialogue entre Congolais. Le relèvement par le Président de la République, Félix Tshisekedi, de la nécessité d'un dialogue entre les enfants de Kimbangu, de l'unité et la cohésion pour que le Congo puisse assurer sa propre sécurité, est un pas dans la bonne direction. Maintenant, il faut qu'on y aille vite. Parce que sur le terrain, la situation n'est guère bonne pour nos compatriotes qui perdent la vie chaque jour ». Même les Églises ont dit prendre positivement le discours du Chef de l'État. Un évêque catholique, Mgr Donatien Nshole, secrétaire

général de la CENCO, qui s'exprime souvent au nom des évêques, catholiques et protestantes, estime qu'« il n'y a rien à dramatiser ». Tout en rappelant que tout dialogue commence par des postures et que l'essentiel est ailleurs. « Le plus important, c'est que cette ouverture s'accompagne d'une réelle volonté politique », a poursuivi Mgr Donatien Nshole. Mais les crimes commis peuvent-ils rester impunis? Et quid des décisions rendues par la justice? Les « mixages et brassages » avec l'intégration d'ex-rebelles dans l'armée nationale ne sont-ils pas des faiblesses qui expliquent nos guerres récurrentes? Si d'aucuns pourraient être tentés de croire que le discours du président de la République n'est qu'« une posture », oublient-ils qu'en politique, tout est possible et que ce qui était vrai hier, peut ne pas l'être demain? Pensent-ils que le contexte d'hier serait le même aujourd'hui?

T. MATOTU ■

Félix Tshisekedi pour le dialogue, trace les lignes rouges

Samedi 31 janvier, à la cérémonie d'échange des vœux avec le corps diplomatique qui s'est tenue au Palais de la Nation à Kinshasa, le président de la République a «réaffirmé» (son) «ouverture à un dialogue entre Congolais» mais a tracé des lignes rouges. «Si ce dialogue devait se tenir, il se déroulerait sur le sol national, et serait conduit et organisé par les institutions de la République, dans le respect de la Constitution, des lois de la République et des règles démocratiques qui fondent notre pacte national», a-t-il déclaré avant de poursuivre : «Je le dis avec la même clarté : ce dialogue intérieur, aussi nécessaire soit-il, ne saurait tenir lieu de substitut aux obligations internationales. Il ne peut pas être invoqué pour relativiser une agression, ni pour diluer des responsabilités établies (...). La justice suivra son cours normal, avec rigueur, jusqu'au bout, et sans complaisance afin d'honorer la mémoire de celles et ceux injustement tombés du fait de l'agression». Sur la guerre que mène le Rwanda contre le Congo, il a insisté sur une vérité : «La paix ne se négocie pas au prix du mensonge, et ne se construit pas sur l'impunité», soulignant «un développement majeur intervenu récemment (qui) vient nous conforter dans cette position», à savoir : «une déclaration officielle faite ces derniers jours devant le Congrès des États-Unis d'Amérique (quand) une haute représentante de la République du Rwanda a reconnu l'existence d'une coordination sécuritaire avec les rebelles de l'AFC/M23. Un aveu (qui) constitue un tournant majeur : il réduit l'espace du déni, clarifie les responsabilités et oblige chacun à passer des exhortations aux mécanismes d'exécution - ceux du droit international, ceux des résolutions du Conseil de sécurité, et ceux des engagements politiques librement souscrits. Mais permettez-moi d'être parfaitement clair sur ce point : aucune cause, aucun récit, aucune justification sécuritaire ne peut légitimer l'occupation de fait, les administrations parallèles, les déplacements forcés, ni la prédateur des ressources, au détriment d'un État membre des Nations Unies». Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a aussi évoqué «nos ressources stratégiques. Les minéraux indis-

pensables à la transition énergétique mondiale (qui) doivent être un facteur de transformation, d'industrialisation et de stabilité - et non une source de conflits ou de prédateur. Notre ambition est claire : rompre avec les logiques d'exploitation brute, promouvoir la transformation locale, garantir la traçabilité, développer des chaînes de valeur régionales et bâtir des partenariats équilibrés, fondés sur le respect mutuel et le partage équitable des bénéfices». En intégralité ci-après :

À l'entame de mon propos, qu'il me soit permis de vous souhaiter la bienvenue au Palais de la Nation pour la traditionnelle cérémonie de présentation des vœux de Nouvel An aux Membres du Corps Diplomatique et aux Représentants des Organisations Internationales accrédités en République Démocratique du Congo. Je remercie très sincèrement Son Excellence Monsieur Rachid Agassim, Ambassadeur du Royaume du Maroc et Doyen du Corps diplomatique, pour les paroles empreintes de respect et d'amitié qu'il a bien voulu prononcer en votre nom, à mon endroit, ainsi qu'à l'égard du Gouvernement et du peuple congolais.

En retour, j'adresse à mes homologues, vos différents Chefs d'États et Chefs de gouvernement, à vous-mêmes, à vos familles, ainsi qu'aux Dirigeants des Organisations que vous représentez, mes vœux les plus sincères pour la nouvelle année. Je forme le vœu que 2026 soit, pour chacun de vos pays et pour vos peuples, une année de paix, de prospérité, et de confiance renouvelée dans la force du droit et des institutions.

Je tiens également à vous remercier pour votre présence constante à nos côtés, dans ce que notre pays traverse de plus exigeant : la quête obstinée de stabilité, de consolidation de l'État, et de défense de notre souveraineté. Par votre action quotidienne, vos échanges, vos missions de coopération et vos interventions humanitaires, vous contribuez à maintenir, malgré les tempêtes, ces ponts indispensables entre la République Démocratique du Congo et la communauté des nations. Je voudrais, enfin, profiter de cette occasion pour souhaiter la bienvenue et réitérer mes félicitations à la nouvelle Représentante Spéciale de l'Union Africaine en République Démocratique du Congo et aux nouveaux Ambassadeurs de la République du Ghana, de la République du Liban et de l'État du Qatar accrédités auprès de la République Démocratique du Congo. Votre présence parmi nous marque une nouvelle étape dans nos relations bilatérales et dans notre coopération au sein des enceintes multilatérales. Je suis convaincu que votre mission contribuera à renforcer

davantage les liens d'amitié, de respect mutuel et de collaboration entre nos pays et nos peuples.

Monsieur le Doyen du Corps Diplomatique, Excellences, Mesdames et Messieurs, L'année 2025 aura été, pour notre Nation, une année de contrastes.

D'un côté, dans la continuité des orientations majeures que j'ai fixées pour notre pays, et malgré un contexte national et régional exigeant qui a mis à l'épreuve notre capacité collective de résilience et d'action, nous avons poursuivi, avec détermination, le chantier de la transformation à travers notamment : la modernisation de l'action publique, l'amélioration progressive des services sociaux, la mise en œuvre de grands programmes de développement, et la volonté de rendre notre économie plus visible, plus rigoureuse et plus attractive.

De l'autre, mon pays a continué de payer un tribut insoutenable à l'insécurité entretenue dans l'Est de notre territoire. Là-bas, des villes et des villages ont été ballottés au rythme des offensives, des retraits et des représailles des groupes armés soutenus par des forces étrangères. Des familles ont fui, encore et encore, emportant dans un sac le peu qu'elles pouvaient sauver, laissant derrière elles le fruit de leur labeur, les champs, les écoles, les repères, leurs racines, parfois les tombes. Cette crise demeure, aujourd'hui encore, l'une des plus lourdes au monde en matière de déplacements, avec des millions de personnes déracinées de leur espace d'origine.

Je salue la résilience des populations du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, et je rends hommage à nos Forces armées et à nos services de sécurité, engagés dans une lutte difficile, souvent asymétrique, contre des groupes armés multiples, opportunistes, enracinés dans l'économie de prédateur.

Face à cette épreuve, le Gouvernement de la République reste pleinement mobilisé pour poursuivre la pacification du pays, restaurer l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire national et assurer la protection des populations civiles. Excellences, Mesdames et Messieurs,

La République Démocratique du Congo, fidèle à ses valeurs de transparence et de responsabilité, a toujours tenu le même langage : la paix ne se négocie pas au prix du mensonge, et ne se construit pas sur l'impunité. Et aujourd'hui, un développement majeur intervenu récemment, vient nous conforter dans cette position.

Il mérite d'être considéré avec le plus grand sérieux, car il engage la responsabilité de la communauté internationale et appelle, désormais, des conséquences pratiques.

Depuis des années, nous dénonçons - preuves à l'appui - le soutien extérieur dont bénéficie la violence armée sur notre sol. Et voici que, dans

une déclaration officielle faite ces derniers jours devant le Congrès des États-Unis d'Amérique, une haute représentante de la République du Rwanda a reconnu l'existence d'une coordination sécuritaire avec les rebelles de l'AFC/M23.

Cette reconnaissance n'est pas un détail de communication, encore moins une stratégie politique. Elle éclaire, d'une lumière crue, ce que de nombreux rapports et de multiples partenaires relevaient depuis longtemps : l'existence d'un appui déterminant à un mouvement armé insurrectionnel opérant sur le territoire souverain de la République Démocratique du Congo.

Cet aveu constitue un tournant majeur : il réduit l'espace du déni, clarifie les responsabilités et oblige chacun à passer des exhortations aux mécanismes d'exécution - ceux du droit international, ceux des résolutions du Conseil de sécurité, et ceux des engagements politiques librement souscrits. Mais permettez-moi d'être parfaitement clair sur ce point : aucune cause, aucun récit, aucune justification sécuritaire ne peut légitimer l'occupation de fait, les administrations parallèles, les déplacements forcés, ni la prédateur des ressources, au détriment d'un État membre des Nations Unies.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Je souhaite attirer votre attention sur la situation humanitaire particulièrement préoccupante dans l'Est de la République Démocratique du Congo, notamment dans la ville d'Uvira et dans les localités situées tout au long de la plaine de la Ruzizi. Dans ces zones, des milliers de familles déplacées à l'intérieur du pays vivent aujourd'hui dans une précarité extrême, confrontées à des besoins urgents en matière d'assistance humanitaire.

A cette détresse interne s'ajoute celle de nos compatriotes ayant cherché refuge au-delà de nos frontières, en particulier au Burundi, où ils continuent de faire face à d'importantes difficultés et à une vulnérabilité persistante.

Face à cette réalité, le Gouvernement de la République entend renforcer la coordination avec les partenaires

humanitaires, régionaux et internationaux, afin d'assurer protection, dignité et solutions durables aux populations affectées, et de créer les conditions d'un retour durable à la paix et à la stabilité.

Mais il serait illusoire de traiter l'urgence humanitaire sans regarder, avec lucidité, la cause première de cette souffrance : l'instabilité entretenue et la violence récurrente. Les populations de l'Est, déjà éprouvées par des décennies d'épreuves, ne peuvent plus être condamnées à ce cycle tragique où chaque avancée diplomatique se trouve aussitôt neutralisée par des replis tactiques, des provocations nouvelles ou des offensives déguisées. Les développements récents sur

le terrain, y compris autour d'Uvira, rappellent à quel point la situation demeure fragile et combien la mise en œuvre des engagements pris doit être rigoureuse, suivie et vérifiable.

Dans ce contexte, l'unité nationale s'impose plus que jamais comme une exigence fondamentale. C'est pourquoi nous réaffirmons notre ouverture à un dialogue entre Congolais : un dialogue apaisé, inclusif, résolument républicain, destiné à consolider la cohésion nationale, sans jamais remettre en cause les institutions issues du suffrage universel.

Je tiens, à cet égard, à exprimer notre gratitude à Son Excellence João Manuel Gonçalves Lourenço pour ses bons offices, son sens de l'équilibre et son engagement constant en faveur de la paix dans notre région. Si ce dialogue devait se tenir, il se déroulerait sur le sol national, et serait conduit et organisé par les institutions de la République, dans le respect de la Constitution, des lois de la République et des règles démocratiques qui fondent notre pacte national.

Cependant, je le dis avec la même clarté : ce dialogue intérieur, aussi nécessaire soit-il, ne saurait tenir lieu de substitut aux obligations internationales. Il ne peut pas être invoqué pour relativiser une agression, ni pour diluer des responsabilités établies.

Comme je l'ai dit lors de mon dernier discours sur l'état de la Nation devant le Parlement réuni en congrès, la justice suivra son cours normal, avec rigueur, jusqu'au bout, et sans complaisance afin d'honorer la mémoire de celles et ceux injustement tombés du fait de l'agression.

Notre main demeure, malgré tout, tendue pour une paix véritable. Mais une paix véritable suppose des actes vérifiables :

- l'arrêt immédiat de tout soutien aux groupes armés ;
- le retrait des forces étrangères du territoire souverain de la République Démocratique du Congo et la fin des « zones grises » ;
- le respect strict des mécanismes régionaux et internationaux ;

- et la restauration effective de l'autorité de l'État congolais sur l'ensemble du territoire national.

C'est dans cet esprit de responsabilité et d'ouverture que nous avons pris part, ces derniers mois, aux efforts diplomatiques conduits sous facilitation internationale. Nous avons soutenu, et nous continuerons de soutenir, toute initiative crédible visant à faire taire les armes et à remettre la région des Grands Lacs sur le chemin de la confiance.

L'année écoulée a, à cet égard, marqué un tournant. D'importantes démarches ont été engagées pour prévenir l'embargo régional et réaffirmer le primat du droit. L'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 2773 a constitué une étape majeure : pour la pre-

(Suite en page 4).

Pour le Chef de l'Etat, «la paix ne se négocie pas au prix du mensonge»

(Suite de la page 3).

ière fois, les responsabilités dans la crise à l'Est de la République Démocratique du Congo ont été établies de manière explicite, dissipant toute ambiguïté sur la nature de cette agression et sur les obligations qui en découlent.

Cette clarification a été consolidée par la résolution 2808, adoptée le 19 décembre 2025, renouvelant jusqu'au 20 décembre 2026 le mandat de la MONUSCO en réponse à la dégradation persistante de la situation sécuritaire, notamment marquée par la réurgence du M23. Ce mandat réaffirmé met un accent prioritaire sur la protection des civils en danger immédiat, le soutien aux processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) des membres des groupes armés, l'assistance à la réforme du secteur de la sécurité (SSR) et l'appui aux institutions congolaises, ainsi que le soutien à l'instauration et à la consolidation d'un cessez-le-feu permanent, y compris à travers l'accompagnement des mécanismes de suivi issus des processus politiques.

Nous saluons, à cet égard, l'engagement de la communauté internationale à accompagner la République Démocratique du Congo dans la protection des civils et la stabilisation des zones affectées.

Ainsi, la résolution 2773 a posé les bases d'un cadre politique et juridique clair, fondé sur la vérité des faits, la responsabilité des acteurs et la protection des populations, cadre qui a été par la suite consolidé et prolongé par la résolution 2808. C'est dans ce contexte de clarification et de mobilisation internationales renforcées que s'inscrit la dynamique diplomatique ayant conduit à la signature de l'Accord de Washington du 27 juin 2025.

Je veux saluer, à cet égard, l'implication directe du Président Donald J. Trump, dont l'engagement a permis de créer les conditions politiques nécessaires à l'ouverture, puis à l'aboutissement de ce processus, dans le respect du droit international et des résolutions du Conseil de sécurité.

Dans le même esprit, l'action diplomatique conduite dans le cadre du processus de Doha, sous l'impulsion de Son Altesse l'Émir de l'État du Qatar, Sheikh Tamim bin Hamad Al Thani, a joué un rôle déterminant dans la facilitation du dialogue et la consolidation des efforts de paix. Par un engagement constant, discret mais résolu, l'État du Qatar a contribué à maintenir des efforts soutenus et continus en vue de la recherche de solutions durables. Ces efforts trouvent aujourd'hui un prolongement naturel dans le cadre africain, à travers la réunion de haut niveau sur la cohérence et la consolidation du processus de paix en République Démocratique du Congo et dans la région des Grands Lacs, organisée à Lomé le 17 janvier dernier, sous la facilitation de Son

Excellence le Président Faure Essozimna Gnassingbé. Cette dynamique africaine constitue un levier politique destiné à accompagner, harmoniser et consolider les deux processus en cours, sans s'y substituer, afin d'en garantir la crédibilité, la cohérence et l'impact sur le terrain. La République Démocratique du Congo demeure convaincue que seule une articulation cohérente et complémentaire entre les initiatives internationales et les mécanismes africains permettra d'aboutir à une stabilisation durable de la région des Grands Lacs. C'est avec cet esprit de continuité, de coopération sincère et de lucidité que notre pays poursuivra son action, afin que les avancées diplomatiques se traduisent en résultats concrets pour la sécurité, la stabilité et la protection de nos populations.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Cette exigence de paix et de stabilité demeure, de manière constante, au cœur de notre action diplomatique. À ce titre, l'exercice par notre pays de la présidence de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) s'inscrit dans une volonté affirmée de promouvoir le dialogue régional, la confiance mutuelle et des solutions concertées aux défis sécuritaires et politiques de notre espace commun. Dans le même élan, nous intensifions notre action, au Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine ainsi qu'au Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies, pour prévenir les conflits et maîtriser les crises. Nous y défendons une approche africaine fondée sur la concertation, le dialogue et la responsabilité collective, et nous réaffirmons que la dignité humaine, comme le respect des droits fondamentaux, doit demeurer la boussole de l'action internationale.

Notre présence au Conseil de sécurité des Nations Unies s'inscrit dans cette même trajectoire. Elle dépasse le cadre d'une ambition nationale : elle traduit les aspirations légitimes de l'Afrique à jouer un rôle central dans la gouvernance mondiale.

À ce titre, nous plaidons avec détermination en faveur d'une réforme du Conseil de sécurité, afin que l'Afrique dispose d'une représentation forte, équitable et crédible dans les décisions qui façonnent l'avenir du monde.

Enfin, l'année écoulée et le début de l'année en cours s'inscrivent dans une dynamique continue de renforcement de nos liens d'amitié et de coopération avec de nombreuses nations. La consolidation des relations fraternelles avec l'État d'Israël, illustrée par la visite à Kinshasa de Son Excellence Monsieur Isaac Herzog, Président de l'État d'Israël, témoigne de notre volonté d'approfondir des partenariats fondés sur la confiance et le respect mutuel. Cette dynamique s'est également traduite par les visites

officielles que j'ai effectuées en Serbie et au Kazakhstan, ainsi que par la visite en République Démocratique du Congo de Son Altesse l'Émir de l'État du Qatar, Sheikh Tamim bin Hamad Al Thani, dont l'engagement personnel en faveur de la paix et de la coopération a marqué une étape importante dans le rapprochement entre nos deux pays.

Elle s'est, par ailleurs, renforcée par la visite de Son Excellence Monsieur Évariste Ndayishimiye, Président de la République du Burundi, illustrant la volonté partagée de consolider le dialogue politique, la coopération sécuritaire et l'intégration régionale dans l'espace des Grands Lacs. Dans ce même élan, la mission conjointe de cinq ministres congolais en Amérique latine, au mois d'août dernier, a permis d'approfondir nos relations avec l'Uruguay, l'Argentine et le Brésil, aboutissant à la signature de plusieurs accords structurants et à un rapprochement significatif entre des continents unis par de nombreuses similitudes et des ambitions convergentes.

Cette dynamique ne relève pas d'un simple bilan annuel : elle s'inscrit dans une trajectoire politique pensée, assumée et appelée à se poursuivre et à se renforcer en 2026, avec la même cohérence, la même détermination et la même ambition, au service des intérêts de la République Démocratique du Congo et de ses partenaires. Excellences, Mesdames et Messieurs,

Dans un monde traversé par l'incertitude et une recomposition accélérée des équilibres, le multilatéralisme est mis à l'épreuve, et la tentation du fait accompli progresse. Les crises - au Soudan, en Ukraine, au Moyen-Orient, et ailleurs - nous rappellent pourtant une vérité simple : l'indifférence n'est jamais une option. La souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale des États ne sont pas des principes à géométrie variable ; elles constituent le socle d'un ordre international juste, et la condition même d'une paix durable.

C'est au nom de ces principes que la République Démocratique du Congo aborde les enjeux de paix et de stabilité dans son environnement régional immédiat. Ainsi, l'intégration régionale est un levier majeur de stabilisation et de prospérité partagée. Mais elle ne peut se limiter à des cadres institutionnels : elle doit produire des résultats concrets, des infrastructures interconnectées, et des bénéfices tangibles pour les populations.

Pour la République Démocra-

tique du Congo, cette intégration s'inscrit dans une vision de développement fondée sur la complémentarité des économies, la valorisation responsable des ressources et la création d'opportunités durables. C'est ici qu'interviennent nos ressources stratégiques. Les minerais indispensables à la transition énergétique mondiale doivent être, pour nous, un facteur de transformation, d'industrialisation et de stabilité - et non une source de conflits ou de prédatation. Notre ambition est claire : rompre avec les logiques d'extraction brute, promouvoir la transformation locale, garantir la traçabilité, développer des chaînes de valeur régionales et bâtir des partenariats équilibrés, fondés sur le respect mutuel et le partage équitable des bénéfices.

Le Corridor de Lobito illustre cette intégration moderne tournée vers l'avenir : en reliant zones de production, infrastructures de transport, énergie et capacités de transformation, il renforce la coopération entre États, sécurise les chaînes d'approvisionnement, favorise l'industrialisation régionale et crée des opportunités économiques durables au bénéfice des populations.

Dans cette logique, la République Démocratique du Congo entend inscrire la gestion de ses ressources dans un environnement d'investissement fondé sur la confiance, la prévisibilité et l'équité. Les dispositifs fiscaux et parafiscaux applicables aux investisseurs s'inscrivent dans notre législation nationale - notamment le Code des investissements, les mécanismes des zones économiques spéciales et bien d'autres textes légaux - conçus pour accompagner le développement dans un esprit d'ouverture et de partenariat.

C'est aussi la logique qui préside à la reprise des exportations de cobalt et à la mise en œuvre progressive de la politique des quotas : une régulation fondée sur des critères clairs et objectifs, destinée à assurer un fonctionnement équilibré et durable du marché, en conciliant les intérêts de l'État, des opérateurs et des partenaires, dans un esprit de responsabilité partagée, de dialogue constant et de stabilité à long terme.

Parallèlement, nous consolidons le Couloir vert Kivu -Kinshasa, lancé en 2025. Ce projet structurant vise à convertir des zones affectées par les conflits en pôles de croissance, de cohésion sociale et de préservation environnementale.

Il apporte une réponse globale - économique, sociale et sécuritaire - en créant des emplois durables dans l'agriculture responsable, la restauration des écosystèmes et l'écotourisme, tout en offrant une alternative crédible à l'économie de guerre. Les partenariats engagés, notamment avec l'Union européenne et des acteurs industriels, traduisent notre volonté de faire de la transition écologique un levier de stabi-

lité et de paix.

Enfin, notre vision de long terme trouve une expression majeure dans le projet Grand Inga. Plus qu'un projet national, c'est une ambition continentale : une réponse structurante aux défis énergétiques, industriels et climatiques de l'Afrique.

Par son potentiel hydroélectrique unique, Grand Inga peut fournir une énergie propre, abondante et compétitive, indispensable à l'industrialisation, à la transformation locale des ressources et à la création d'emplois à grande échelle. La République Démocratique du Congo demeure ouverte à des partenariats responsables, transparents et mutuellement bénéfiques, pour faire de cette ambition une réalité, dans le respect de notre souveraineté et de nos intérêts stratégiques.

Monsieur le Doyen du Corps Diplomatique, Excellences, Mesdames et Messieurs, Au seuil de cette année 2026, la République Démocratique du Congo réaffirme sa détermination à œuvrer, avec l'ensemble de ses partenaires, à la construction d'un ordre international fondé sur la paix, le respect du droit, la solidarité et la prospérité partagée.

L'année 2026 doit être celle d'un saut qualitatif - à la fois dans la sécurité et dans la transformation structurelle du pays - autour de quatre priorités, à savoir :

- Sécuriser durablement l'Est et restaurer l'autorité de l'État;
- Accélérer la gouvernance et l'efficacité publique ;
- Transformer l'économie pour produire, industrialiser et créer de l'emploi ;
- Consolider l'unité nationale et la cohésion sociale.

Et, parce que la paix ne se décrète pas, la République Démocratique du Congo attend de la communauté internationale non pas des émotions, mais une cohérence d'action : dire la vérité et agir en conséquence lorsque les faits sont établis et que des responsabilités sont reconnues ; renforcer l'appui humanitaire, la protection des déplacés et la prise en charge des victimes, car chacun sait que, dans l'Est de mon pays, les besoins dépassent encore largement les moyens disponibles.

Je compte, enfin, sur chacune et chacun d'entre vous, pour relayer auprès de vos capitales et de vos institutions le message d'une République démocratique du Congo en mouvement : un pays résolument tourné vers l'avenir, animé par une énergie nouvelle, ouvert aux partenariats et résolument engagé à construire un avenir de paix et de prospérité.

Je terminerai en vous adressant, une fois encore, mes voeux les plus chaleureux pour l'année 2026 : qu'elle soit, pour vous et pour vos peuples, une année de réussite, de sérénité et d'espérance. Qu'elle consolide notre amitié et donne un élan nouveau à notre coopération, dans l'intérêt de nos nations et de notre planète.

Je vous remercie.

Les FARDC délogent les rebelles de leur fief de Minembwe

La localité de Minembwe, désignée parfois par certains médias, de capitale des Tutsis Banyamulelenghe, des Twirwaneho et de leurs alliés, dans les hauts plateaux du territoire de Fizi, sur les hauteurs de la ville d'Uvira, en province du Sud Kivu, est passée dimanche 1er février sous le contrôle des forces armées nationales congolaises, les FARDC appuyées par les Wazalendo, après quatre jours d'intenses combats avec la coalition de rebelles et de groupes armés de l'AFC/M23, Twirwaneho, RED Tabara et Gumi-no.

« Désormais l'entièreté de la localité de Minembwe, autrefois occupée par la coalition armée rwandaise et M23-AFC/Twirwaneho, aujourd'hui le 1er février 2026, ces rebelles ont connu d'énormes pertes en vies humaines, en armes et munitions. Après avoir senti la force supérieure des Forces Armées de la RDC, FARDC, ces ennemis de la paix ont pris la poudre d'escampette et « les léopards » se sont imposés et ont réussi finalement à occuper toute la localité de Minembwe et ses environs », a déclaré le capitaine Sylvain Bijanu, porte-parole de la 33ème région militaire.

« VICTOIRE MUSCULAIRE ». L'officier congolais a salué la « victoire musculaire » des forces loyalistes dans les moyens et hauts plateaux d'Uvira et Fizi, qui s'inscrit dans le cadre du rétablissement de l'autorité de l'État. « Plus rien ne sera comme avant. Pendant quatre jours d'intenses combats opposés à la coalition de l'armée rwandaise et M23-AFC/Twirwaneho, les

FARDC ont réussi à imposer leur stratégie sur la technique de l'ennemi de la paix qui combat sans aucun objectif, toujours dans l'intérêt du Rwanda », a-t-il martelé.

Le capitaine Sylvain Bijanu s'est incliné devant le patriotisme des sages de Minembwe, qui ont pris le dessus en conscientisant les jeunes de ne plus se mêler dans une guerre qui ne profite à rien.

«ÉNORMES PERTES ENNEMIES».

Lors d'une visite de différentes familles affectées par les violences de la guerre imposée par le Rwanda, « le commandant de la 33ème région militaire et commandant Taskforce au Sud-Kivu, le général Fabien Dunia Kashindi, a entrepris de renforcer la cohésion sociale, de prévenir toute forme de stigmatisation communautaire et d'évaluer les dégâts humains

depuis l'entrée des éléments de l'AFC/M23 appuyés par le Rwanda dans la ville d'Uvira », a indiqué le capitaine Sylvain Bijanu.

Le général Dunia Kashindi a précisé que cette mission s'inscrivait dans le cadre des orientations du Président de la République Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, relayées par le chef d'état-major général des FARDC, le lieutenant-général Jules Banza Milambwe. Le commandant de la 33ème région militaire a, lors de sa visite, condamné toutes sortes de menaces, d'actes de pillage et d'intimidations visant la population civile, avant de promettre le déploiement d'une commission d'enquête dans plusieurs quartiers d'Uvira afin d'identifier les présumés auteurs de ces actes qui répondront devant la justice.

Il a appelé la population au calme, avant de laisser une assis-

tance d'urgence aux familles affectées, en attendant l'intervention humanitaire des autres acteurs sociaux. Selon le porte-parole des opérations Sukola Sud au Sud-Kivu, le sous-lieutenant Mbui Reagan, « l'ennemi est en perte d'effectifs. Nous avons infligé d'énormes pertes », citant le cas d'un jour où « nous avons neutralisé plus de 35 combattants », a-t-il déclaré lundi 2 février à Radio Okapi. Le sous-lieutenant Mbui Reagan a assuré que les FARDC veillent à la sécurité des populations civiles vivant dans les zones affectées par les affrontements : « Face à ces pertes, ils larguent des bombes à l'aveuglette dans les agglomérations où se trouve la population civile. Mais nous, l'armée régulière, nous ne combattons pas dans les agglomérations, nous protégeons la population ».

avec AGENCES ■

Plus de 300 morts à Rubaya

C'est un bilan qui glace le sang : l'éboulement mercredi 28 janvier dans le périmètre minier de Kasasa, à Rubaya, territoire de Masisi, devient une catastrophe.

Dans une déclaration conjointe publiée samedi 31 janvier, la société civile du Nord-Kivu et des organisations féminines locales rapportent au moins 300 morts et une centaine de disparus. Face à l'exploitation illégale pratiquée sous le contrôle des rebelles, les forces vives exigent la fermeture immédiate des sites.

La catastrophe, provoquée par de fortes érosions, a enseveli des centaines de creuseurs artisanaux, mais aussi des commerçants, des femmes et des enfants présents sur le site. Plusieurs victimes ont été emportées par les eaux en crue des rivières Mumba, Osso et Rushoga, rendant les recherches particulièrement difficiles. Pour Telesphore Mitondeke, président de

la coordination territoriale de la société civile de Masisi, ce drame était prévisible.

«L'ANARCHIE». L'homme pointe du doigt une exploitation anarchique qui ne respecte aucune disposition du Code minier congolais.

«L'exploitation dans plusieurs carrés miniers, notamment le périmètre 4731 de Rubaya, est opérée sans aucune étude d'impact social et environnemental. Nous demandons l'arrêt immédiat de toute exploitation illégale dans les zones sous occupation jusqu'au rétablissement complet du cadre légal », a-t-il déclaré.

Un nouveau drame qui rappelle l'éboulement de juin 2025 sur le même site, qui avait déjà fait des centaines de victimes. Au-delà de l'aspect sécuritaire, c'est l'enjeu financier qui est dénoncé. Selon plusieurs sources, le site de Rubaya, actuellement sous occupation du mouvement rebelle rwandais AFC/M23, constitue une source majeure de financement pour la rébellion. Les rebelles prélevaient des taxes

générant jusqu'à un million de \$US par mois. Les conditions de sécurité des mineurs sont totalement sacrifiées au profit de la rentabilité de guerre. La société civile appelle les autorités nationales et les organisations internationales à agir pour couper les circuits de financement du conflit et protéger les populations civiles contre ces « mines de la mort ». À Kinshasa, le gouvernement accuse, dans un communiqué publié samedi 31 janvier, le Rwanda, qui soutient la rébellion du M23, de tirer profit de l'exploitation illégale du coltan dans les zones occupées, notamment à Rubaya, avec des volumes estimés entre 112 et 125 tonnes par mois, une véritable économie de guerre. Kinshasa dénonce les défaillances des mécanismes internationaux de traçabilité, ainsi que la responsabilité de certains acteurs économiques qui continuent d'acheter ces minerais malgré les alertes officielles. Pour Kinshasa, ces pratiques sont de graves violations du droit international.

avec AGENCES ■

Partenariats signés avec Abu Dhabi

Signature à Abu Dhabi, lundi 2 février, d'un accord historique de Partenariat Économique Global, APÉG et de trois Mémorandums d'Entente, MOU entre le Congo et les Emirats Arabes Unis suivant l'approche gagnant-gagnant, en présence des dirigeants congolais et émiratis.

« L'accord de partenariat économique global permet d'ouvrir le marché émirati à 6.000 produits d'origine congolaise et d'offrir de nouvelles opportunités aux entrepreneurs congolais grâce à la baisse des droits de douane, à la sécurisation des transactions et à la lutte contre la contrebande. Les flux d'investissement attendus pourraient passer de 5 milliards de \$US actuellement à 10 milliards \$US d'ici 2030 », a indi-

qué la source qui déclare que « la force de cet accord historique s'inscrit dans une trajectoire politique pensée et assumée par le Chef de l'État congolais : bâtir des partenariats équilibrés, fondés sur le respect mutuel et le partage équitable des bénéfices ». « Une trajectoire qui consiste à mieux produire, à mieux transformer et à mieux négocier la place de la RDC dans l'économie mondiale », a-t-elle fait savoir. En visite aux Emirats Arabes

Unis, le président Félix Tshisekedi et Son Altesse Cheikh Mohamed ben Zayed Al Nahyan ont eu, avant cette signature, un moment d'entretiens fructueux au Palais royal de Qasr Al Watan d'Abou Dhabi, autour du renforcement de la coopération entre les deux pays. Le mémorandum d'entente signé avec l'Office National de Transport, ONATRA, porte sur le projet du port en eaux profondes de Banana, initié par le Chef de

l'État en partenariat avec DP World, qui vise à doter le Congo d'une infrastructure maritime majeure à Moanda, à l'embouchure du fleuve Congo. Le port comprendra un quai de 600 m, une zone de stockage de 30 ha et environ 450.000 conteneurs pour offrir un accès direct à la mer pour les grands navires. La coopération le Congo et les ÉAU dans le secteur minier repose sur des enjeux stratégiques de traçabilité et de sécurisation des

chaînes d'approvisionnement en minerais critiques adossées à des investissements coordonnés. Un autre protocole d'accord en matière diplomatique a été signé sur le renforcement de la collaboration entre l'Académie diplomatique congolaise et l'Académie diplomatique Anwar Gargash des ÉAU, en vue de faciliter le partage de connaissances, la coordination des programmes de formation, de recherches et d'évenements diplomatiques.

avec AGENCES ■

LA PRÉCISION DU FAIT
LA RECHERCHE DU DÉTAIL
LA PUISSANCE DU VERBE
LA FORCE D'UN MÉDIA.

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER
international
SINCE 1989

Dans les librairies du monde

UNE HISTOIRE DU CONGO DE MOBUTU À TSHISEKEDI

CE QUE JE SAIS

Tryphon Kin-kiey Mulumba

Quand un acteur de l'intérieur dévoile les arcanes du pouvoir congolais

RÉSUMÉ

Du village de Masimanima aux palais présidentiels, Tryphon Kin-kiey Mulumba livre un récit rare, à la fois personnel et politique. Journaliste, universitaire, parlementaire et ministre, il retrace un demi-siècle de vie publique congolaise et appelle à « refaire rêver le Congo ». Son regard, affranchi des clichés et des prismes extérieurs, restitue la complexité du pays depuis l'intérieur.

Tryphon Kin-kiey Mulumba traverse les grandes séquences de l'histoire politique du Congo : dérives du mobutisme, naissance de l'UDPS, guerres du Shaba et de Moba, avènement des Kabila, jusqu'à l'arrivée de Félix Tshisekedi. Il expose les dynamiques qui ont façonné ces décennies : défis de gouvernance, mensonge politique, conflits armés, poids des richesses naturelles, influences régionales... Acteur de plusieurs régimes, il livre un témoignage de l'intérieur sur les efforts, les échecs et les tentatives de développement et de démocratisation, dans le plus grand pays d'Afrique centrale, riche en ressources mais soumis à des défis de taille et pose la question centrale : pourquoi le Congo ne parvient-il pas à réaliser ses promesses et ses ambitions ?

Le livre comporte une annexe présentant 50 mesures d'urgence articulées autour de cinq thématiques clés et visant à faire du Congo un « pôle de paix, de sécurité, de stabilité, d'attractivité et de compétitivité » ainsi qu'un « hub de gouvernance et d'intelligence » sur le continent. Plus que jamais d'actualité.

Les apports majeurs de l'ouvrage

- Un récit congolais, affranchi des lectures occidentales : un demi-siècle de crises, de ruptures et d'espoirs ;
- Un récit mêlant anecdotes et analyses, qui propose un décryptage géopolitique et économique précis des forces et faiblesses de la RDC ;
- Un plaidoyer pour la souveraineté par la compétence, prônant la priorité aux politiques publiques - infrastructures, gouvernance, planification - face aux slogans et aux influences extérieures, de la guerre froide à la compétition sino-américaine.

Un témoignage essentiel pour comprendre la RDC d'aujourd'hui.



L'AUTEUR

Tryphon Kin-kiey Mulumba est l'une des figures les plus singulières de la vie publique congolaise. Journaliste de formation, universitaire, communicant et homme politique, il a occupé plusieurs fonctions de premier plan : député, ministre, stratège et conseiller auprès des plus hautes autorités de l'Etat jusqu'à se présenter à la présidentielle de 2018. Ayant traversé quatre décennies de turbulences politiques, son parcours, à la croisée des médias, du monde académique et de l'action gouvernementale, en fait un témoin privilégié des mécanismes politiques et institutionnels de la RDC.

Parution le 22 janvier 2026
Format 140x210 mm, 448 pages,
20 € TTC

Contact presse :
Anne Testuz
anne@atestuz.com
06 64 19 00 65



Trouvez votre exemplaire à la fnac.com ou chez amazon.com

À l'hôtel Castille à Paris, lancement du livre de Tryphon Kin-kiey Mulumba

Ce jour-là, pour la grande salle de l'hôtel Castille, le Cherche Midi avait distribué une cinquantaine de cartons. À la suite de difficultés d'obtention de visa d'entrée dans l'espace Schengen, on comptait une quarantaine de personnalités. Elles étaient issues de médias et de la société civile, congolaise, française et belge. Ce 27 janvier 2026, l'essentiel des invités était là, à proximité de la place Vendôme, célèbre place royale du 1er arrondissement de Paris, et l'hôtel Ritz, avec ces boutiques de luxe, près du jardin des Tuilleries, de l'église de la Madeleine, à proximité de la rue de Rivoli et de l'Opéra Garnier, à un jet de pierre du Palais de l'Élysée.

C'est sur cette rive droite que Tryphon Kin-kiey Mulumba avait consolidé sa connaissance du métier de journaliste. Deux stages boulevard des Italiens, au quotidien Le Monde, puis rue du Louvre, au Centre de formation et de perfectionnement des journalistes avant de traverser la Seine, pour la rive gauche, dans le Quartier Latin où il fit ses études de doctorat à Science Po, à Paris 1-Panthéon Sorbonne. La maison d'édition Le Cherche Midi a choisi l'hôtel Castille, 5 étoiles, pour la cérémonie de lancement dans la soirée de l'ouvrage de Tryphon Kin-kiey Mulumba, «Une histoire du Congo, de Mobutu à Tshisekedi, ce que je sais».

L'équipe d'édition du Cherche Midi était là, Philippe Héraclès, le fondateur de la maison d'édition, l'éditrice Suzette Durand, Anne Testuz, des invités dont certains amis de Tryphon Kin-kiey Mulumba venus la veille ou le jour même de Kinshasa ou de Bruxelles parmi lesquels Steve Kabasele Kabalu, Thierry Claes Bouaert, Louis-Richard Mulumba Asaheba, Jacques Tshilembe Musansa, Thierry Kambundi Kafuti, mais aussi ses enfants Djo, Dah, Igor, Amih, Chris, Lise, des journalistes

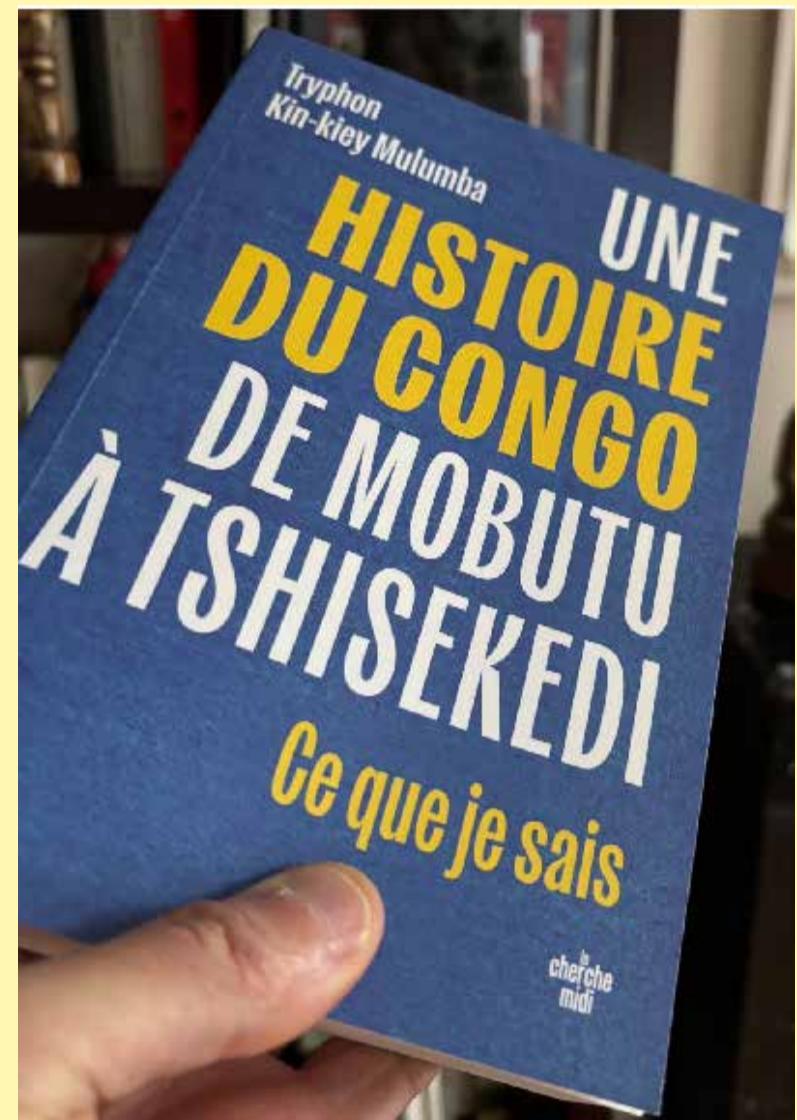


Le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba dans la grande salle de l'hôtel Castille, Paris 75001, à proximité de la Place Vendôme. DR.

français, etc. Si les organisateurs ont regretté l'absence d'une dizaine d'invités qui n'avaient pu recevoir le visa Schengen - ce qui n'a pas permis leur arrivée à Paris -, cela n'a nullement perturbé le programme.

Après l'introduction de Philippe Héraclès suivi d'un mot de l'éditeur Suzette Durand, ce fut le défilé des témoignages. Thierry Claes Bouaert, le président de l'Asbl Mémoires du Congo qui, dans une autre vie, fit sa vie comme Corporate

manager à la banque Belgolaise. Steve Kabasele Kabalu, le fondateur de l'agence de voyages Acrep. Jacques Tshilembe Musansa, l'homme de l'aviation civile. Amih Kin-kiey, la fille aînée de Tryphon Kin-kiey Mulumba, qui céda la parole



à son père. Ci-après, extrait du texte de Tryphon Kin-kiey Mulumba.

Très cher Philippe ; Très chère Suzette ; Très chère Anne ; (Ces trois personnalités exceptionnelles de Cherche-Midi) avec lesquelles je suis resté en contact permanent ces huit derniers mois, depuis le vernissage à Kinshasa du sixième livre de mon frère aîné George Arthur Forrest), Mes très chers enfants Djo, Dah, Igor, Amih, Chris, Lise.

Mesdames et Messieurs, très chers Invités, Ce fut un mercredi, le 14 mai 2025 à Kinshasa à l'hôtel Fleuve Congo. Le Chef de l'État avait honoré de sa présence cette cérémonie de vernis-sage du livre «l'Afrique peut nourrir le monde», qu'il présidait. Que de personnalités congolaises et étrangères triées sur le volet, invitées et présentes physiquement !

Après les très brillants discours prononcés dans la grande salle des spectacles du Fleuve Congo Hotel, et après que Président ait arrosé de gouttes de vin de Champagne, en guise de baptême, une copie de l'ouvrage, ce qui marque l'entrée de ce livre dans le monde, nous quittons l'auditorium et montons à l'étage juste au-dessus où un cocktail est servi. Le Chef de l'État et

George Arthur Forrest s'isolent un moment et quand ils font leur entrée dans la grande salle où a lieu le cocktail, entre la foule des invités et la table mange-debout du Président et de George Arthur aménagée par le protocole d'État, il y a peut-être six mètres.

En prenant place à sa table, et en jetant son regard vers la foule de personnalités présentes, le Chef de l'État ne voit que moi. Il me fait signe de venir vers lui. Il y avait en moi frayeur, surprise, bonheur absolu. Qu'est-ce qui m'est arrivé!

Même si je parlais, je conversais de temps en temps avec le Président, qu'est-ce qui m'arrive ce jour-là ?

En quittant ce palace 5 étoiles érigé sous Mobutu en 1972, qui abrita longtemps le CICZ, le Centre International du Commerce du Zaïre, transformé en 2012 par une entreprise chinoise pour, a-t-on dit, loger les Chefs d'État invités au Sommet de l'Organisation internationale de la Francophonie, en tête le président français François Hollande, l'une des hôtesses d'accueil d'une colonne, débarquée la veille du Katanga, vêtues de cet uniforme légendaire katangais, me remet un gros sachet cartonné et, dedans, je découvre un exemplaire

(Suite en page 8).

«J'ai vu, j'ai vécu, je sais», déclare l'auteur d'«Une histoire du Congo»

(Suite de la page 7).

de ce livre-événement préfacé par l'ancien président sénégalais Macky Sall.

Mais avant d'en venir au contenu, je m'arrête comme c'est normal au contenant, la forme, la présentation, le papier. Je suis ébloui !

Depuis trois ans, j'avais un livre qui cherche éditeur. Mais mon souci était de trouver, parmi cette multitude de maisons d'édition, un éditeur à Paris respectable, voire très respectable, reconnu à l'échelle mondiale. Le lendemain je reprends contact avec mon ainé George, toujours aussi debout, toujours aussi en action.

Je lui demande de me mettre en contact avec cet éditeur dont le travail qui m'impressionnait tant. Il me demande de lui faire parvenir mon manuscrit en dur à son bureau en Belgique. Il appréciera et m'assurera que le cas échéant, il l'enverrait chez cet éditeur qui lui a déjà édité bien de livres et dont il me dit tout le bien.

Aurais-je imaginé une seconde que George Arthur Forrest ait choisi un quelconque éditeur à Paris ?

Il me restait à faire envoyer mon lourd texte de 1 ou 2 kilo (s) imprimé sur du papier A4, à le faire valider par George qui l'enverrait peut-être après à Paris à Cherche-Midi, que l'éditeur français ferait examiner par le comité de lecture et, si la chaîne se concluait positivement, à entamer la longue marche.

Chers Soeurs, chers Frères, mes enfants ici présents, voici arrivé ce moment tant attendu.

Comment ne pas remercier Dieu le Père Tout Puissant qui, pour nous les Croyants, est le

Maître des Temps et des Circonstances. Le seul qui rend tout possible. Comment ne pas vous remercier, Chers invités pour votre présence en ces lieux, et, en même temps, ceux qui, pour une raison ou une autre, n'ont pu faire le déplacement de Cherche-Midi.

« Une histoire du Congo, de Mobutu à Tshisekedi, ce que je sais ».

Mon préfacier, le Professeur Évariste Boshab Mabudj-ma-Bilenge en dit quelques mots.

De Kitoy, dans Masimaniba à Léopoldville aujourd'hui Kinshasa, d'une école de brousse au très renommé Collège Albert 1er, à Léopoldville, d'un appartement d'un géant immeuble en ville, le long de la plus belle avenue du pays, le boulevard du 30



À Paris, Grande Salle de l'hôtel Castille, peu avant la cérémonie de dédicace. DR.

juin, où cloîtré, assis sur un bahut je dévorais pour la toute première fois deux tranches de pain grillé enrichi d'une confiture de framboise quand le propriétaire blanc fait irruption dans la cuisine, me voit et éclate de rage sur mon oncle Théophane Mubalu qu'il veut dévorer, lui intime l'ordre de jeter immédiatement dehors « ce petit garçon » mais qui se rétracte lorsqu'il apprend qu'il s'agit d'un élève qui avait tant faim.

Et quand le blanc se rend compte que « le petit garçon » était en effet élève au Collège Albert 1er où il rêvait d'enseigner mais où il avait été refusé après un test, le Blanc ne comprit rien à la vie.

Le neveu de son boy (le mot utilisé à l'époque pour désigner le domestique) était élève à cette école qui n'accueille que les enfants des Blancs et ceux de la nouvelle élite congolaise..., c'est quoi ça la vie... Voilà comment commença ma vie, la vie de Tryphon Kin-kiey Mulumba, fils de magasinier de la Compagnie de l'Équateur et du Kasai, une compagnie d'huile de palme, qui fut notre Gécamines, Tryphon Mulumba, fils de brousse. Yasa, l'école primaire et secondaire d'une mis-

sion catholique, chez les frères Joséphites ; Collège Albert 1er chez les pères jésuites à Léopoldville ; réwriter au journal Le Progrès d'articles en format papier sortis de machines à écrire Remington, amené chez Raphaël Mpanu-Mpanu par Claude Azzam, le Blanc qui me découvrit des talents ; deux stages à Paris, au journal Le Monde ; CFJ, avenue du Louvre, où je suis admis après un concours de bourse d'études ; Science Po, Paris 1 Panthéon-Sorbonne, toute la filière jusqu'au doctorat ; Londres à Africa Journal Ltd ; l'agence mondiale Reuters, treize ans ; jeté deux fois dans des geôles de Mobutu à la suite de dépêches de Reuters dont l'une lue et complétée au JT de 13:00 de TF1 de l'emblématique Yves Mourousi. Entre-temps, que des rébellions, que des guerres au Zaïre, au Congo. Que des conflits en interne, que du désordre politique, etc.

J'ai vu, j'ai vécu, je sais. Jusqu'à décider seul - oui seul - à annoncer le départ de Mobutu de Kinshasa et du pouvoir. Quelle inspiration ? Quel risque pris ? Que dire du Zaïre, du Congo aujourd'hui ? Pourquoi ces guerres

qui n'en finissent pas ? Pourquoi un pays doté de tout, si puissant naturellement, économiquement, est-il si humilié, depuis des décennies ? La faute à l'étranger ? La faute aux Congolais eux-mêmes ?

Ma conviction est faite, forte : la faute aux Congolais eux-mêmes, la faute à l'élite politique nationale, la faute à nos faiblesses récurrentes. Quand j'entends ces derniers temps ces phrases qui raisonnent si fort ces derniers temps en Europe et dans le monde - telles tel « pays n'est pas à vendre », « les Européens répondront de façon unie et coordonnée », « nous ne nous laisserons pas intimider », « nous sommes déterminés à défendre notre souveraineté », « aucune intimidation ni menace ne saurait nous influencer ni sur ceci, ni sur cela par quelque État Puissant », « seule la force peut garantir la paix », « être fort pour être dissuasif », « si la souveraineté d'un pays européen et allié, était touchée, les conséquences en cascade seraient inédites... », etc., etc. Moi, je dis ces phrases sont à mettre sur de géants panneaux à Kinshasa et dans nos villes pour une prise de conscience collective des Congolais.

Très cher Philippe ; Très chère Suzette ; Très chère Anne, Mes très chers enfants présents, Mesdames et Messieurs, nos très chers Invités Comment terminer ce mot sans vous mettre dans le bain de cet ouvrage en vous lisant un extrait du texte de mon préfacier, le Professeur Évariste Boshab Mabudj dont je regrette l'absence - et qu'il regrette aussi, lui-même - à cette cérémonie ?

Je cite : « Livrer une part secrète de sa vie, procéder à une introspection et remonter la source du temps ne semble pas un art facile, et ce, pour deux raisons. Il y a d'abord l'autocensure, des détails que l'on doit emporter dans sa tombe, qui ne doivent en aucun cas être dévoilés ni révélés. Quels sont ces détails ? On les devine, non pas aux traces d'inachevé laissées dans son sillage comme autant de preuves, mais grâce au pressentiment suivant lequel, dans tout récit lors de sa relecture, demeure une certaine part de mystère. Il y a ensuite le risque de l'histoire immédiate. La plupart des acteurs étant vivants, pour ne pas les vexer, puisque toute vérité n'est pas bonne à dire, nous sommes parfois for-

cés de poser des lucarnes là où de larges fenêtres apporteraient davantage à la beauté de l'édifice. Faut-il pour au-tant craindre des réactions en cascade et se contenter du silence ? Écrire est un acte de responsabilité qui peut provoquer des tornades, des événouissements, des rancœurs, ou soulever des montagnes. Est-ce une rai-son suffisante pour se murer dans le silence ? Se retrancher dans le confort douillet, derrière des murailles « protectrices » tel un spectateur est une posture coupable, d'immobilisme et d'inaction.

Au contraire, artisans et artistes créent et recréent pour apaiser les passions humaines, trouvent des solutions, remplissent les fontaines d'eau douce afin que les générations futures reprennent leur destinée en main, ou la lutte puisqu'on leur laisse de quoi faire... »

« Une histoire du Congo, de Mobutu à Tshisekedi, ce que je sais », est-il un livre de science politique, de sociologie, d'histoire, une autobiographie, des mémoires, une page brillante de la géopolitique du Congo ou simplement le témoignage d'un homme, d'un intellectuel épris de paix, fatigué de la marche à reculons, chaotique, de son pays ? Cloisonner peut parfois être éclairant pour les progrès de la science, mais comporte par moments un désavantage certain : cela nous fait apprécier le monde comme si tout était figé, alors que la loi du changement - prônant que tout est mouvement - paraît être la seule qui ne change pas. C'est le piège de l'intellectualisme dans lequel le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba refuse d'être entraîné.

Par son parler vrai, il évite les frontières artificielles et nous plonge dans un monde presque féerique où les images, les gestes, les voix, les échos, les ombres, les noms interpellent plus que les paroles.

Construire cette immense république nécessite de mettre en place des politiques publiques efficaces, de prévoir de grands travaux afin de bâtir de nouvelles villes, de jeter des ponts, de développer des routes et voies ferrées, le transport aérien, lacustre et fluvial, mais surtout de ne jamais perdre de vue la volonté de bien vivre ensemble.

Les programmes mis en place (« Retroussons les manches », « Objectif 80 », « Plan Mobutu », « Cinq chantiers », « Programme de cent jours du président de la Répu-

blique ») ne sont que des écrans de fumée et ne peuvent qu'inspirer la révolte. On doit responsabiliser les gouvernements ! Ils marginalisent le devoir de « redévabilité », ciment indispensable d'un État multiethnique qui se cherche vainement et titube depuis le 30 juin 1960. Virtuose de la parole, rompt ainsi avec l'époustouflante oralité qui caractérise les élites congolaises, Tryphon Kin-kiey Mulumba fait une entrée remarquable au jardin des immortels. Espérons que ce brillant essai mettra tout le monde d'accord sur l'indigence de la pensée face aux urgences, qui condamnent la RDC, à la longue, à devenir un État failli. Au cours de ses pérégrinations de journaliste, d'universitaire, de parlementaire et de ministre, Tryphon Kin-kiey Mulumba a appris et acquis la même certitude que Patrice-Émery Lumumba :

l'histoire du Congo ne

s'écrira plus à Bruxelles

ni à Paris, encore moins à

Washington, mais plu-

tôt au Congo et par les

Congolais. Il livre ainsi à

ses contemporains et aux

générations futures un

document de première

main servant de témoi-

gnage aujourd'hui et de

boussole demain ».

« L'antagonisme entre Chinois et Américains sur les matières premières non transformées de la RDC, on peut s'en douter, traduit le statut de colonie internationale assigné au pays depuis l'État indépendant léopoldien jusqu'à ce jour. Il appartient aux Congolais, au lieu de rester muets, d'exprimer leurs souhaits, d'affirmer leur indépendance, non par des cris et des danses, mais par leur génie créateur afin d'inspirer confiance et respect. Ce livre nous donne de précieuses clés de compréhension pour saisir justement ce qui rend la République cachectique et son peuple indolent. La RDC aujourd'hui est comme un port où aucun navire n'apparaît plus à l'horizon. Rendons hommage à l'auteur pour son initiative et souhaitons une longue vie à cet ouvrage, qui redonne espoir en la possibilité de re-trouver un Congo, et un Congo plus beau encore qu'il ne l'était avant ». Fin de citation.

Très cher Philippe ; Très chère Suzette ; Très chère Anne, Mes très chers enfants ici présents, Mesdames et Messieurs, nos très chers Invités, Merci encore à vous ■

Le Grand Invité de Bruno Faure sur Rfi

Le journaliste français Bruno Faure de Rfi, Radio France Internationale, a ouvert mardi 27 janvier 2026 le bal des médias qui suivent le Congo et ont trouvé un intérêt particulier dans l'ouvrage «Une histoire du Congo, de Mobutu à Tshisekedi, ce que je sais» de Tryphon Kin-kiey Mulumba publié à Paris aux éditions Le Cherche Midi, 92, avenue de France, 75013, et l'ont invité sur des plateaux pour une interview où l'ont rencontré à l'Hôtel InterContinental Paris Champs Élysées-Etoile où il était logé lors de son séjour dans la capitale française. Chef adjoint du service Économie à Rfi et présentateur des émissions «Éco d'ici, Éco d'ailleurs» et «le Grand invité de l'Économie» sur la Radio Mondiale, Bruno Faure a accueilli Tryphon Kin-kiey Mulumba ce mardi-là, dès 08:00, à Rfi, 80, rue Camille Desmoulins, 92130, à Issy-les-Moulineaux, dans la banlieue de Paris. Une heure d'interview dont une partie diffusée sur les ondes mondiales, et l'entièreté mise en ligne et est restée longtemps à la première page du site de rfi.fr avec un titre bien trouvé «le problème du Congo, ce sont ses élites». Une pluie de questions pendant une heure et aucune n'a été évitée. Le Soft International a retranscrit l'essentiel de cette longue interview. Ci-après.

Bruno Faure.
Bonjour, bienvenu à tous pour un nouvel invité de l'économie sur Rfi pour parlez de son pays, la République Démocratique du Congo. Il est l'auteur d'un ouvrage «Une Histoire du Congo du Mobutu Tshisekedi» aux éditions Le Cherche Midi. Bonjour Tryphon Kin-kiey Mulumba. Merci d'avoir accepté cette invitation, vous qui avait mené une longue carrière politique plusieurs fois



Tryphon Kin-kiey Mulumba face à Bruno Faure sur le plateau de Rfi. DR

Député, plusieurs fois Ministre, sous la Présidence de Joseph Kabila et même en tant que Candidat à la présidentielle. C'était en 2018. Vous êtes journaliste de formation. Vous avez travaillé pour plusieurs médias internationaux. Vous avez dirigé le journal Le Soft International à Kinshasa. Vous êtes universitaire et aujourd'hui Président du Conseil d'Administration de la Régie des Voies Aériennes, c'est l'Autorité aérienne de la RDC ? Vous gérer donc les aéroports ?

Tryphon Kin-kiey Mulumba.

En effet. La RVA-SA gère une cinquantaine d'aéroports internationaux, nationaux et des aérodromes.

Vous avez eu plusieurs vies et vous avez décidé de prendre la plume pour parler dans ce livre de votre histoire personnelle avant tout, pour parler de politique, pour parler de l'histoire mouvementée de la RDC mais aussi et c'est ce qui nous intéresse ici dans la dernière partie de l'ouvrage, d'économie, de l'avenir du Congo. Pourquoi ce livre maintenant ?

Il fallait bien que cela arrive un jour. Je passe mon temps à écrire, à analyser les phéno-

mènes et, aujourd'hui, voilà, c'est arrivé. Il y a eu tellement de choses qui avaient été dites, des déclarations faites selon lesquelles l'élite congolaise n'écrivait pas et, voilà, j'ai sorti un livre de près de 500 pages.

Très dense effectivement, riche en informations. Vous formulez aussi quelques propositions, vos propositions pour l'avenir de la RDC. Ce pays de plus de 100 millions d'habitants. On va y revenir. On va parler aussi de quelques sujets d'actualité pour votre pays et pour la région. On va commencer par un retour en arrière, les années Mobutu, de 1965 à 1997, 32 années d'une politique économique que vous jugez globalement prédatrice, la fameuse «Zairianisation».

Est-ce que c'est à cette époque, selon vous, que beaucoup de choses se sont jouées pour les Congolais ? La Zairianisation, intervenant après le Recours à l'Authenticité, a été certainement une bonne décision mais en même temps une mauvaise décision. L'idée de mettre l'économie du Zaïre, Congo aujourd'hui, entre les mains de ses fils et de ses filles, fut une bonne idée. Il fallait bien que les Congolais, les Zaïrois hier, puissent maîtriser l'économie, conduire l'économie de leur

pays...

C'est l'essence du fameux discours à l'ONU. On s'en souvient...

Malheureusement, la Zairianisation a mal tourné parce que les Zaïrois, à l'époque, se sont mal conduits. Ils ont cherché à s'enrichir et à investir à l'étranger. Ça a été un échec.

L'idée était bonne, vous dites, mais l'application mauvaise. Est-ce que vous diriez que c'a durablement affaibli l'appareil productif congolais ?

Certainement. Parce qu'il y a eu beaucoup d'expatriés qui avaient le contrôle de l'économie et qui ont décidé de quitter le pays. Jusqu'à aujourd'hui, beaucoup de ces personnes n'ont jamais été indemnisées.

Ça a été aussi une époque de confiscation de biens étrangers.

En effet.

Donc ça, pour les investisseurs, forcément ?

Une très mauvaise image envoyée à l'étranger. C'est clair.

Comment vous expliquez l'effondrement économique des années 1980-1990 jusque dans les années 2000 ?

Le Congo, c'est un peu comme la plus belle fille du village. Tout le monde la regarde, tout le monde

la veut. Finalement, ce sont les puissants qui parviennent. Et si elle ne sait pas se maîtriser, elle se fait dévorer. C'est la situation du Congo.

Donc pour vous, c'est l'histoire d'un pays qui s'est fait dévorer par les grandes puissances ?

C'est clair. J'ai appris dans les détails l'une de ces scènes. Un rapport exclusif m'avait été fait quand tous ces chefs d'entreprise qui se battaient toujours pour les minerais rares, stratégiques, après que l'ancien président ait décidé de revisiter le code minier. Il y a eu une dizaine de jets privés qui avaient atterri à Kinshasa. Et l'ancien président avait fait attendre ces multimilliardaires pendant trois jours, alors que ce sont des gens qui prennent leur petit déjeuner à Londres, leur déjeuner à Abu Dhabi, leur dîner en Chine. Et ils sont restés bloqués pendant trois jours à Kinshasa, à l'aéroport, avec leurs jets privés attendant que ce président les reçoive. On n'avait jamais vu ça.

Donc pour vous c'est un gâchis final. Il y avait possibilité de faire mieux ?

Ils l'ont menacé et lui ont dit : « Monsieur le président, si vous appliquez votre nouveau code minier, eh bien, vous allez voir ce que vous allez voir. Nous maîtrisons tout ce qui se passe à l'Est ».

Que dites-vous de ce discours de Mobutu ? Un certain aveu d'impuissance économique ? On voit que finalement, sur le constat, rien n'a vraiment changé.

J'étais là. Le discours de « Comprenez mon émotion ». Rien n'a changé. C'est le Congo, le Zaïre, la plus belle fille du village. Et comme il le dit : il y a très peu d'infrastructures. Les routes posent un réel problème. L'eau, l'électricité, les hôpitaux, etc. Mais ce qu'il faut savoir, c'est que si hier, sous Mobutu, le budget était d'environ 500 millions de \$US, sous Kabila ce fut 4 milliards et, aujourd'hui, sous Tshisekedi, c'est 22 milliards. C'est beaucoup d'argent. Il y avait eu ce qu'un ancien vice-premier ministre avait qualifié de « coulage de recettes » -

par an, c'est 10 milliards de \$US qui disparaissent. Aujourd'hui, on est à 22 milliards, mais ce n'est toujours pas assez. Parce que le Congo peut avoir un budget de 100 milliards, voire de 200 milliards.

Et ces milliards ne vont pas dans la poche des Congolais. On estime que depuis 1960, depuis l'indépendance, la population a été multipliée par plus de 7, mais le revenu par habitant, lui, il a stagné, ou il a même baissé.

Oui, c'est exact.

Donc ça, c'est quand même un constat assez frappant. Est-ce que vous diriez que les guerres dans les années 90 ont détruit les possibilités de développement économique ? Est-ce que c'est ça, le coup d'arrêt, finalement ?

Oui. Hélas !

Alors que d'autres pays ont réussi à décoller...

Trouver des raisons dans ce que nous vivons, par ce que veulent les puissances. Je pense que ce n'est pas la seule raison. Il faut que l'élite prenne conscience et comprenne que c'est le Congo, et le Congo seul, avant tout. Et si l'extérieur vient vous dévorer, c'est parce que vous n'avez pas été responsables. Il faut une prise de conscience.

Les guerres, elles, sont dues, selon vous, à la mauvaise gouvernance ? Ou est-ce que les Congolais sont naturellement divisés ? C'est un pays tellement immense...

À Berlin, alors que tous les autres pays africains, étaient des pays reconnus comme tels, le Congo était l'État Indépendant du Congo. Pourquoi ? Pourquoi les puissances avaient confié entre les mains du plus faible, le roi Léopold II, cet État Indépendant ? Tout vient de là. Les colons connaissaient parfaitement le Congo, et son sous-sol. Ils savaient que c'était l'avenir du monde et craignaient de le mettre sous l'emprise d'une puissance comme la France ou l'Angleterre. Il a fallu donner ça à un petit roi. Et malheureusement, lui aussi, Léopold II, a mal

(Suite en page 10).

Les élites posent problème

(Suite de la page 9).

géré le Congo, et la Belgique a réclamé le Congo. Et, lors de l'indépendance, là aussi, ça a mal commencé. Quand vous invitez une personne chez vous, et vous faites un discours incendiaire, ce fut extraordinaire pour les nationalistes, mais voilà qui n'a pas permis de tisser de bonnes relations... Moi, j'ai toujours cité l'Afrique du Sud en exemple avec Mandela. Lui qui a passé une vingtaine d'années en prison, mais à sa sortie de prison et à son élection, il a décidé de continuer avec ceux qui l'avaient maltraité.

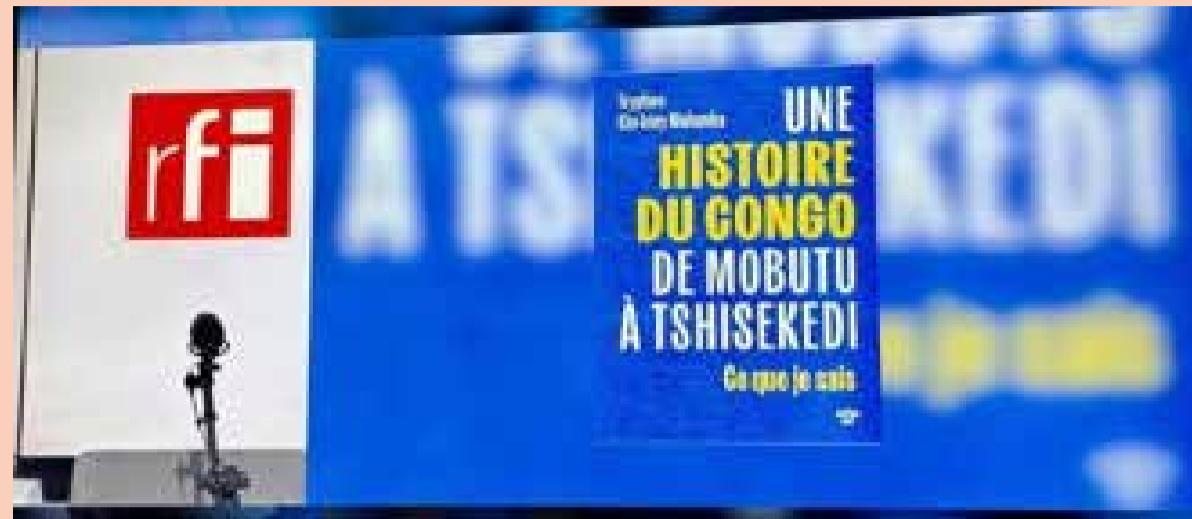
Un exemple d'un pays qui a réussi à décoller économiquement, on le voit aujourd'hui, grâce à une cohésion nationale. Puisque l'on parle des conflits, le conflit d'aujourd'hui, il est dans l'Est du territoire congolais. L'armée, face aux miliciens du M23, soutenue par le Rwanda. Un an à peu près après la prise de Goma, c'est encore un handicap social et économique. L'activité économique est très limitée dans cette zone. Beaucoup de populations sont déplacées. Et puisque vous parliez des ressources minières, les ressources naturelles sont à la fois un enjeu et le carburant de cette guerre. On a là vraiment un cocktail, si je puis dire, un résumé des difficultés de ce pays.

Le Rwanda, sous Habyarimana a été un pays frère. Et Mobutu n'arrivait jamais à Goma sans que Habyarimana ne vienne le voir. J'ai été plusieurs fois le témoin de cette rencontre. On ne sait pas ce qui s'est passé, mais je peux comprendre Kagame qui est venu voir Mobutu plusieurs fois dans son village de Gbadolite. C'est certainement les faiblesses qu'ils ont vues en face qui les ont amenés à s'accaparer - c'est le mot - d'une partie du territoire congolais.

Avec ses richesses... Avec ses richesses. Kagame a pensé à son pays.

Il s'est dit : « Il y a tout là-bas, pourquoi ne pas y aller ? » Quand je vois ce qui se passe aujourd'hui dans le monde, ce sont les puissances qui dominent, qui dirigent. Regardez Trump.

Alors justement, on va parler de l'intervention de Donald Trump, y compris dans ce conflit. Ce qui se passe d'un



L'ouvrage de Tryphon Kin-kiey Mulumba à l'affiche chez RFI. DR.

point de vue social et économique dans cette région, ça vous désole? Vous le suivez au quotidien ? On se demande comment cette région va pouvoir se relever...

Je ne sais pas si vous avez déjà été à l'Est. C'est vrai que cette région est malmenée. Mais quand vous allez à Goma ou à Bukavu, ce que vous y voyez, ce n'est pas ce que vous verriez à l'Ouest. Je suis de l'Ouest et je connais très bien l'Est. Goma c'est incroyable. Vous pourriez dire que ce n'est pas l'Afrique. Signe que les originaires savent se battre.

La résilience, c'est ça que vous voulez dire?

Exactement. Goma, la dernière fois que j'y ai été, comme autorité aéroportuaire, j'ai dit au commandant de l'aéroport, si Mobutu revenait aujourd'hui, il ne reconnaîtrait pas la ville, sauf l'aéroport, qui n'a pas bougé. La ville a totalement changé. Vous vous dites, Goma, c'est Singapour. Donc, je dis félicitations à nos compatriotes de l'Est. Malgré toutes ces guerres atroces qui font partir les habitants de chez eux, l'économie est tenue.

Pour vous, il y a de l'espérance, y compris d'un point de vue économique. Il y a un accord qui a été signé sous l'égide des États-Unis et de Donald Trump, avec les présidents rwandais et congolais. Que pensez-vous de cette politique de Donald Trump au Congo ? La défense avant tout des intérêts américains ?

Non ! Ce que je dirais, c'est plutôt qu'est-ce que je pense de la décision du président Tshisekedi d'aller vers les États-Unis. C'est ça, le plus important. J'ai dit bravo au président Tshisekedi. Vous savez, quand le Congo a gagné l'une de ses guerres face au M23, face à ces rebelles soutenus par le Rwanda, Kabila avait organisé un

Conseil des ministres à Goma. Il s'est vanté d'avoir mis dehors ces rebelles et d'avoir pu vaincre, soi-disant, le Rwanda. Et il a dit : « Voilà, c'est grâce à ces jeunes que j'ai formés ». Il y avait à ce conseil des ministres tout l'état-major de l'armée comme de la police. J'ai pris la parole et je lui ai dit : « Excellence, Monsieur le Président de la République, les jeunes congolais ne sont pas faits pour aller se faire tuer. Au contraire, ce qu'il nous faut aujourd'hui, c'est avoir une politique stratégique ». Je lui ai dit : « Regardez ce qui se passe dans le monde. Il faut tisser des partenariats stratégiques avec les puissances ». Je lui ai cité beaucoup de pays.

Donc vous entérinez la puissance américaine et discuter avec Donald Trump, qui, on le précise, cherche peut-être avant tout, surtout, à sécuriser ses chaînes d'approvisionnement. Il cherche des minerais critiques. Il y a d'ailleurs une réunion prévue à Washington.

Bruno, regardez l'Allemagne. Qu'est-ce que elle aurait été sans le parapluie américain ? C'est vrai, la France a la bombe atomique. Et si vous regardez aujourd'hui, l'Allemagne a décidé, comment dirais-je, de se retirer entre guillemets de ce parapluie en investissant dans la défense... Je pense que chaque pays doit d'abord penser à sa sécurité...

Quitte à céder une partie de sa richesse. C'est ce que vous pourriez dire, par exemple, aux Groenlandais, qui sont confrontés aussi aux mêmes difficultés...

Non, non, je ne dis pas ça. Je ne sais pas si le Congo a cédé une partie de ses richesses, mais signer un accord de partenariat avec une puissance vous permet d'être protégé par cette puissance. Elle vous permet de vous équiper,

d'acheter des armes. Si le Congo a perdu certaines guerres, c'est aussi à la suite de cela. Il était sous embargo quand on faisait acheter les armes au Rwanda. Tout est politique, malheureusement, tout est stratégie dans le monde. Tout est question de savoir, d'avoir la vision, comment on fait de soi, de soi-même, qu'est-ce qu'on fait de son pays. Et cela ne sert à rien lorsqu'on a un budget de 400 millions, 500 millions de dollars ou 4 milliards...

De vouloir rivaliser...

Exactement. Quand je vois toutes ces puissances qui s'agenouillent devant Trump. Je pense à Davos, qui vient de se tenir. Il n'y a eu que Trump. Les médias aujourd'hui dans le monde, en France. Il n'y a que Trump. Dans la vie, il faut être puissant pour être. J'ai écouté les discours de Monsieur Macron, qui appelle l'Europe à être une puissance. Parce que la puissance vous protège.

Il y a une réaction européenne, en effet, diplomatie et économie, les contrats miniers, est-ce que vous diriez, avec du recul, qu'ils ont favorisé l'État congolais, ou alors qu'ils ont plutôt favorisé les intérêts étrangers ? Et on pense à la Chine.

J'ai en mémoire le discours de l'ancien patron de la Gécamine, Monsieur Yuma, qui disait qu'à l'époque, tout était Gécamines. Mais aujourd'hui, avec les accords passés avec la Chine, voilà, c'est que la Chine nous a pris. Peut-être qu'en l'espèce, la Chine est plus maligne que les États-Unis. Elle vous apporte des infrastructures, mais qu'est-ce qu'elle vous prend ?

C'est le fameux contrat du siècle, comme on l'appelle, de 2007, ressources contre infrastructures. Vous diriez que ça pèse encore, ça aussi ?

Absolument.

Ca fait partie aussi des handicaps. Est-ce que la relation avec la Chine est un peu plus équilibrée tout de même ? On sent dans le débat qu'il y a des contacts entre le président Tshisekedi et le président chinois Xi Jinping. On sent qu'il y a une volonté, tout de même, non pas de traiter d'égal à égal, mais en tout cas de monnayer les ressources.

Je me rappelle d'une enquête qui avait été entreprise par l'IGF, l'Inspection Générale des Finances, qui avait conclu que le contrat avec la Chine n'avait rien apporté comme infrastructures. Mais la Chine qui écoute, a dû accepter toute cette enquête et a payé des milliards. Oui, il faut, en face, une élite qui comprenne, une élite responsable. Et c'est peut-être, c'est certainement ça qui manque aussi au Congo.

Ca veut dire qu'il faut aussi réduire la dépendance aux matières premières.

Si on n'a que ça comme richesse, on est forcément à la merci de grandes puissances, alors que si l'économie est plus diversifiée, c'est plus facile de négocier. Regardez le Congo. Le Congo est immense. Vous avez dit 100 millions d'habitants. Même plus. Et si vous regardez les terres arables au Congo, qu'est-ce qui est exploité ? Environ 10%. Et sous Mobutu, c'était les mines, les minerais, les minerais. Aujourd'hui, les minerais sont encore là. Mais le président Tshisekedi a dit non, il faut absolument passer à l'autre étape, ne pas considérer que les minerais. Quand je vois, par exemple, un espace que j'aime beaucoup, le Kasaï qui a été hier la capitale, entre guillemets, mondiale du diamant. Allez voir Mbuji-Mayi aujourd'hui. On se dit : qu'est-ce qui s'est passé ? Mais il y a des pays comme le Botswana qui n'ont que le diamant...

... Qui ont réussi à transformer l'essai.

Absolument. Mbuji-Mayi, heureusement qu'aujourd'hui, le président Tshisekedi y est. Il est en train de démarrer. Mais Mbuji-Mayi n'a pas tiré profit de ce que ce fut la capitale mondiale du diamant.

Une question sur les relations avec la France. Le président Tshisekedi a récemment rencontré à Paris le président

Macron. Est-ce que cette relation s'améliore, selon vous ? La France, elle aussi, a besoin, et y compris d'un point de vue économique, de la RDC.

La France a, en face d'elle, le plus grand pays francophone du monde, le Congo.

Et les relations avec l'Algérie sont compliquées, les relations avec les pays du Sahel sont compliquées. Voilà !

Il y a quelques partenaires en Afrique francophone, mais la RDC en est un important...

Absolument. C'est à nouveau peut-être, certainement, ce problème de l'élite congolaise qui doit regarder la France en face et lui dire des vérités et que la France comprenne. Mobutu avait réussi. Il avait été reçu par tous les présidents français, De Gaulle et tous les autres, jusqu'à Giscard d'Estaing, qu'il a fait venir à Kinshasa sur son bateau. La France est une grande puissance qu'il ne faut pas négliger. En dépit des difficultés que connaît la France dans certains pays francophones, je pense que nous, Congolais, devrions étudier cet aspect de choses et établir d'excellentes relations avec Paris.

Tryphon Kin-kiey Mulumba, auteur de cet ouvrage «Une histoire du Congo, de Mobutu à Tshisekedi» est notre invité sur RFI. Quelques questions encore. Quels sont, selon vous, les principaux freins structurels du développement économique de la RDC ?

On parle souvent des infrastructures. Il y a des grands projets qui ont été lancés.

On pense au barrage d'Inga. Mais le résultat, manifestement, n'est pas là. Qu'est-ce qui a manqué dans le cas de ce barrage ?

Oui, le barrage d'Inga fut un projet immense qui n'a malheureusement pas permis le développement du pays. Sous Mobutu, les Américains sont venus le persuader qu'il puisse conduire le câble d'Inga jusqu'au Katanga. Un câble qui traverse tout le pays juste pour éclairer les mines du Katanga, sans rien donner au reste du pays. Chez moi, à Masimanimba, on voit ce câble passer pour aller éclairer les mines du Katanga quand ces mines manquent aujourd'hui d'électricité. Encore un

(Suite en page 11).

Pensons Congo, rien que Congo

(Suite de la page 10).

énorme projet qui a été un échec.

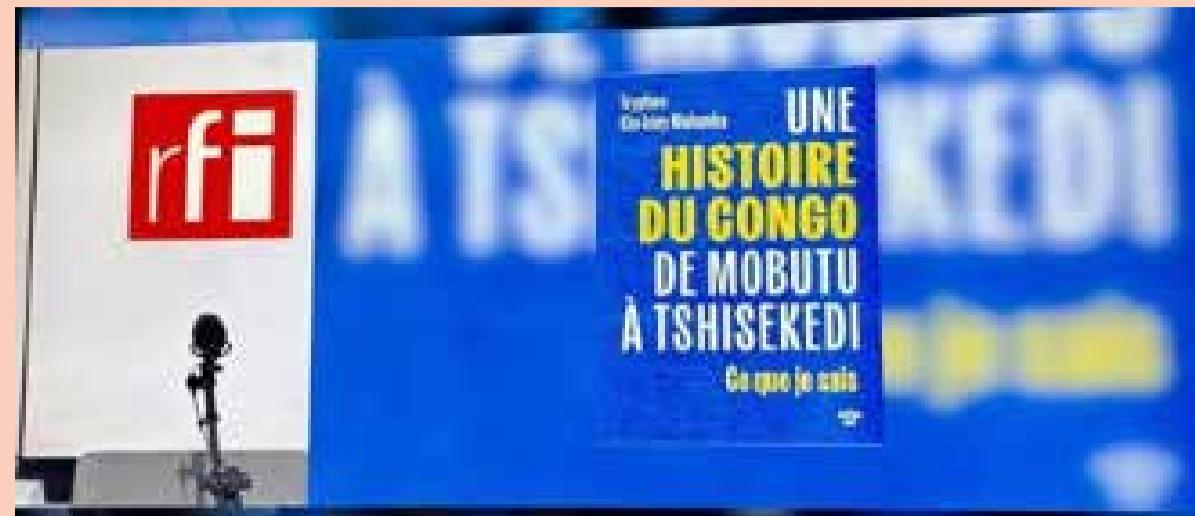
Les infrastructures, aujourd'hui...

Les infrastructures c'est le pilier du développement. Vous ne pouvez pas aller au développement sans les infrastructures. Les routes inexistantes, l'eau, on ne sait pas où et comment l'avoir, l'électricité, etc. Mais, le président Tshisekedi est en train de travailler avec son gouvernement pour ça.

Infrastructures des transports. Quand on regarde la capitale, Kinshasa, ce sont des problèmes d'embouteillage à répétition pour les automobilistes. On met des heures pour traverser cette ville. On a aussi des problèmes d'inondation, d'assainissement. Ce sont aussi des choses qui peuvent décourager des investisseurs. Certes, Kinshasa n'est pas la RDC, mais tout de même, c'est une vitrine.

Bruno, vous avez parfaitement raison. C'est le chaos total à Kinshasa au niveau des routes. C'est inimaginable. On ne sait pas bouger à Kinshasa et, un jour, on va se réveiller avec une capitale transformée en un immense parking où aucun véhicule ne saurait bouger. Et on avait pensé pouvoir construire des ponts et malheureusement, c'est un projet qui a mal tourné. Aujourd'hui, Kinshasa est totalement invivable. Le gouverneur de la ville est critiqué, mais le problème se pose au niveau du gouvernement, où il faut une vision. À Kinshasa, chaque jour, il y a 200 véhicules qui arrivent. 200 véhicules avec des conditions techniques souvent délabrées mais qu'on déverse à Kinshasa. Ces véhicules ne roulent même pas et tombent en panne, abandonnées sur nos voies publiques. Et, en contrepartie, il n'y a pas un petit mètre de route réhabilité ou construit. À nouveau, il faut là une politique. Pourquoi faire venir autant de véhicules à Kinshasa? Pourquoi ne pas organiser le transport public? À Binza, dans mon quartier, à l'époque, il n'y avait qu'un ou deux véhicules. Aujourd'hui, les embouteillages commencent devant le portail de ma maison.

Donc pour vous, il faut réallouer le budget de l'État pour... des infrastructures routières, les priorités sociales de la population qui, par



Tryphon Kin-kiey Mulumba «le Grand invitée de l'Économie» sur Rfi. DR.

conséquent, s'appauvrit aussi. C'est une réalité pour la population, pour l'entrepreneur, pour le petit entrepreneur?

Mais, la mobilité comme on dit...

Tout ça a un effet boule de neige...

Si un individu ne peut bouger, ne peut aller au travail, ne peut aller chercher comment exister, ou qu'il passe cinq heures de route entre le lieu où il habite et là où il travaille, cela pose problème. C'est clair.

Quand on parle du rôle de l'État dans l'économie congolaise, dans sa régulation, on pense aussi à la gestion des finances publiques, à la transparence dans la gestion de ces finances publiques. Est-ce que vous diriez que, malgré tout, les choses s'améliorent ? Il y a des organismes qui sont mis en avant, il y a des initiatives qui sont annoncées. Est-ce que c'est seulement du discours politique ou est-ce que la transparence n'est toujours pas là ? Est-ce que la corruption est omniprésente à la tête de l'Etat ou en tout cas à la tête des institutions économiques ?

Bruno, quand j'ai dit que sous Kabila, le budget était à 4 milliards de \$US et qu'aujourd'hui c'est autour de 22 milliards, c'est signe que quelque chose est en train de se passer. Maintenant, je l'ai dit, il faut pas se contenter de ça.

Cela veut dire que les recettes fiscales sont engrangées ?

Vous pouvez le dire.

Que l'assiette fiscalité s'est élargie?

Absolument. Il y a quelque chose d'important qui est en train d'être fait dans le pays, mais à nouveau, c'est pas assez pour développer le pays.

En tout cas, la redistribution n'est pas bonne. L'allocation

de ces ressources n'est pas bonne. C'est ça que vous dites.

C'est cela.

Comment sortir de la spirale continue des soupçons, des accusations, de malversations qui touchent, vous parlez des élites, qui touchent la plupart des dirigeants politiques, des dirigeants d'entreprises. Vous-même, vous avez été visé par des accusations...

On vit dans un monde que vous connaissez. Où la parole est trop libre, où les réseaux sociaux sont ce qu'ils sont. En effet, j'ai été accusé, notamment lors d'une certaine fraude électorale, qui n'a jamais existé en ce qui me concerne. La preuve est que lorsque les élections ont été réorganisées, qui ont été les plus transparentes à ce jour dans le pays, j'ai été réélu et même élu député provincial. À nouveau, c'est quelque part une certaine culture au niveau de l'élite, des accusations infondées, des règlements de comptes. Il y a un président en France, Nicolas Sarkozy, qui a dit un jour qu'il aimait les puissants. Je crois que vous vous rappelez. Il a cité Poutine, Xi Jinping. Une parole trop libre bloque le développement.

Si on parle des questions internationales, des questions économiques internationales à présent, à votre avis, Tryphon Kin-kiey Mulumba, quelle place la RDC doit occuper à l'avenir dans l'économie africaine de demain ? On a ce corridor de Lobito, qui est censé offrir des perspectives, on a la ZLECAF, la Zone de libre-échange continental africaine, est-ce que ça peut enfin permettre de renforcer une coopération économique avec la plupart des voisins ? En tout cas, ceux qui ne sont pas en guerre avec la RDC ?

Moi, j'aime beaucoup cette expression récente,

«le Congo, pays solutions», qui a été vantée à Davos et qui a commencé à la prise de fonctions du président Tshisekedi. Oui, le Congo est un pays qui est au cœur et au centre du continent. Le Congo est un pays gâté par la nature, par, nous le disons, par le bon Dieu qui nous a tout donné.

Et ça ne suffit pas à faire des connexions avec les voisins, des connexions commerciales, des connexions de transport.

Et c'est ça le problème de l'élite congolaise. Tous ces pays qui se sont développés, qui, hier, étaient nulle part - les pays d'Asie du Sud-Est - au départ c'est la vision d'un homme, qui dit, «je veux faire de mon pays ceci», et il recrute les intelligences, qui parcourent la terre entière, recrutent les compétences et il dit, «sur 20 ans, nous voudrions passer de ce stade à ce stade». C'est comme ça que les pays se sont développés. La vision. Qu'est-ce qui s'est passé? Des dictatures, plus ou moins, qui ont permis cela. Vous parlez de la Chine, qui, aujourd'hui, concurrence les États-Unis, mais la Chine n'est pas un pays de démocratie, même si des élections ont lieu. Si vous voyez des pays comme Singapour, la Corée du Sud, etc., à un moment, c'était quoi? Moi qui suis dans l'aéronautique, je dis que le commandant, avant de faire décoller l'avion, demande aux passagers de s'asseoir, de se serrer la ceinture... Mais si au même moment, il y a des gens qui dansent, boivent, sont debout, qui menacent le commandant, cet avion ne décollera jamais.

Il faut qu'il y ait une autorité, de la fermeté. Vous diriez davantage de fermeté?

De la discipline.

Vous critiquez beaucoup les élites congolaises. Vous en faites partie d'ailleurs, c'est ce que les gens vont vous répondre.

Je fais partie de cette

élite, je critique beaucoup l'élite congolaise parce que c'est cela qui se voit, c'est ce que je sais. Il faut lire le livre pour voir ce que cette élite a produit. Je pense qu'il faut aujourd'hui une remise en question de tout cela, une prise de conscience, aimer son pays, aimer le Congo. Vous parliez tout à l'heure de la liberté, mais regardez Rfi, France 24, TV5, etc., des médias écoutés, suivis partout. Qu'est-ce que le Congo apporte à l'extérieur? Hier, sous Mobutu, on avait Air Zaire. Aujourd'hui, on a quelle compagnie du Congo qui atterrit à Paris, à Bruxelles, à Rome, à Washington ? Aucune.

Alors justement, l'image du Congo à l'extérieur, je voudrais que l'on termine cet entretien avec cela. Cette image qui a fait le tour du monde, en tout cas le tour de l'Afrique, le supporter congolais à la canne, en sosie de Patrice Lumumba, héros de l'indépendance. Comment vous, avez-vous réagi ? Est-ce que vous y voyez une vision positive de votre pays et de son histoire ?

De son histoire. Qui ne connaît pas son histoire ne se connaît pas. Mais tout ne devrait pas s'arrêter à cela, à ce que j'appelle le théâtre. Il faut s'amuser certes mais il faut travailler, il faut produire. C'est bien de voir ce compatriote, que je connais, faire le Lumumba. Mais, ce n'est pas ça qui va développer le Congo.

Mais ponctuellement, ça a fait parler du Congo de façon positive et de son histoire.

Oui, mais qu'est-ce que cela a apporté au Congo, aux Congolais? Il ne faut pas seulement faire du théâtre, il faut faire aussi de la production.

Au passage de Lumumba qui avait résisté aux Américains, qui voulaient sa mort, qui militait aussi pour la souveraineté minière de la RDC, donc là, on peut y voir aussi un symbole par rapport à l'actualité d'aujourd'hui ?

Mais vous savez pourquoi? C'est ce pays qui avait fourni l'uranium aux États-Unis, et les États-Unis ont voulu donc avoir la main, le contrôle de ce pays, Lumumba, a résisté, voilà ce qui lui est arrivé. Le puissant, il suffit de bien parler avec lui. Si vous essayez de narguer le puissant, il fait de vous ce qu'il veut, malheureusement. C'est la loi du plus

fort, j'ai entendu cette phrase, de la bouche du président Macron. La loi du plus fort, malheureusement, est toujours cette loi qui triomphe.

Il faut être réaliste, selon vous, Tryphon Kin-kiey Mulumba, cet ouvrage, « Une histoire du Congo, de Mobutu à Tshisekedi, ce que je sais », aux éditions Le Cherche Midi, votre récit de vie, mais aussi votre récit de l'histoire de la RDC. Vos propositions aussi. Elles sont consignées à la fin de votre ouvrage. Les propositions que vous formuliez déjà, d'ailleurs, en 2018, au moment de la campagne, vous diriez qu'elles sont toujours valables? Même si l'actualité a un peu évolué...

Non, non, non. Je vois que beaucoup de choses qui sont en train d'être faites aujourd'hui sont celles que j'avais fait lors de la campagne électorale. Comme vous le savez, je n'ai pas fait campagne comme candidat président parce que j'avais rallié le président, le candidat du CACH, le président Tshisekedi. On était à trois, le président Tshisekedi, Kamerhe et moi-même. Mais, effectivement, j'avais payé ce qu'il fallait. J'avais fait mon discours d'ouverture. Et puis, nous sommes partis, je suis parti en campagne pour Félix Tshisekedi dont j'ai été le directeur dans l'espace Grand Bandundu.

Vous avez encore potentiellement des ambitions politiques, en tout cas vous n'avez pas abandonné cette envie d'agir pour votre pays ?

Il faut agir, et toujours agir, pour son pays. La politique, c'est comme ça. Si vous ne la voulez pas, elle va vous avoir. Mais ce n'est pas que la politique qui fait la vie. Malheureusement, aujourd'hui, au Congo, il y a presque 2000 partis politiques et trop, trop, trop de liberté. Je pense qu'il faut aller vers les entreprises, créer des entreprises, permettre aux Congolais de pouvoir exister, sans la politique ou loin de la politique.

Un grand merci à vous Tryphon Kin-kiey Mulumba.

C'est moi qui vous remercie. C'est ma première interview qui a lieu le jour du lancement planétaire de mon ouvrage.

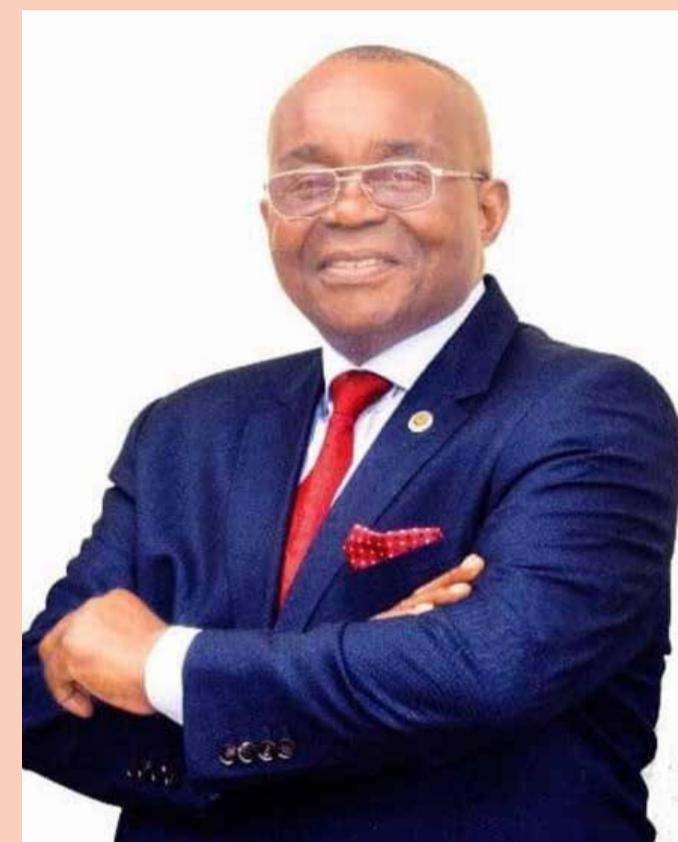
Merci d'avoir été notre invité sur Radio France Internationale. Merci à nos équipes de réalisation pour cet entretien ■

Congo Airways se dote d'un avion Airbus A320

Long-temps placée aux soins intensifs en passe, après des mois voire des années de disparition des radars, de prendre le chemin de la morgue, la compagnie aérienne nationale est désormais en position de décollage. Samedi 31 janvier 2026, Congo Airways SA a présenté un nouvel avion, un Airbus A320 qui porte le nom du Sphinx, Étienne Tshisekedi. Un avion pouvant transporter de 140 à 180 passagers et susceptible d'embarquer jusqu'à 194 passagers dans des configurations haute densité. Sacrée aubaine pour le transport aérien national.

Le Conseil d'Administration de Congo Airways SA, société du portefeuille de l'État, que préside Jean-Bertrand Ewanga, aura été pour beaucoup dans cette miraculeuse résurrection. Nul ne doutera de cela au vu de la carrure politique d'un homme qui sait franchir des portes et peser de tout son poids quand il en a l'occasion.

NUL DOUTE AUX COMMANDES...
Jean Bertrand Ewanga Is'Ewanga n'est-il pas connu pour avoir été à la base du énième départ d'un Directeur général de la compagnie aérienne nationale, à savoir, José Lueya Dubier, unanimement accusé par les membres du Conseil, de «faute de gestion, de négligence dans le processus de relance de l'exploitation des activités de la société, d'abus de pouvoir, de non-application des décisions, recommandations et directives du Conseil d'Administration, d'incompétence dans la gestion des finances et des ressources humaines de la société, d'incapacité de présenter régulièrement des états financiers fiables de la société»?



Le Président du Conseil d'Administration de Congo Airways SA, Jean-Bertrand Ewanga Is'Ewanga. DR.

compétence à la tête de Congo Airways d'un fils maison qui maîtrise la gestion d'entreprise, les questions administratives, techniques et financières (...) Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'État et garant du bon fonctionnement des institutions de l'État, tout notre espoir reposant sur l'esprit de changement que vous incarnez et l'État de droit que vous prônez». Crée le 15 août 2014 par le gouvernement Matata Ponyo Mapon après la fin des Lignes Aériennes Congolaises, LAC, intervenue en 2013, Congo Airways avait pourtant, lors de son premier vol commercial intervenu le 20 octobre 2015, affiché quelques ambitions. Elle disposait alors de deux Airbus A320-200 achetés d'occasion auprès de la compagnie aérienne italienne Alitalia. Que de problèmes de gestion peu après! En 2016, Congo Airways SA reçut deux Dash 8-040 et, en 2022, deux Boeing 737-800 loués, puis retournés à leur propriétaire. Quatre Embraer E190-E2 furent plus tard annoncés sans qu'on en ait vu un seul sur le tarmac de l'Aéroport international de N'djili. En avril 2025, ne disposant pas du moindre appareil en service, Congo Airways SA disparut d'elle-même, perdant son Certificat de Transporteur Aérien, CTA (Air Operator Certificate, AOC), l'autorisation obligatoire délivrée par les autorités nationales à une compagnie pour effectuer des vols commerciaux, avec comme conséquence, la fin de toutes ses opérations commerciales et la fin de tout rapport avec l'IATA, l'Association du transport aérien international, de même que l'IOSA, IATA Operational Safety Audit, le programme mondial de référence pour l'audit de sécurité des compagnies aériennes. En neuf ans, de 2016 à 2025, que des défis de gestionnaires à la tête de Congo Airways SA ! Au moins cinq directeurs généraux se succèderont battant un vrai record dans les révocations : Désiré Balazire Bantu, Pascal Kasongo Mwema Mwenda, José Lueya Dubier, Norbert Sengamali Lukukwa, et, le 16 janvier 2015, Alexandre Tshikala Mukendi... Nommé le 8 juillet 2023 par ordonnance présidentielle président du Conseil d'Administration, Jean-Bertrand Ewanga Is'Ewanga semble être l'homme de la situation, celui qui tient les commandes de la société puisqu'il en est à son troisième (Suite en page 13).

même acte uniforme, qui dispose que « les lois et règlements du pays en la matière s'appliquent aux entreprises publiques transformées en sociétés commerciales » outre l'article 13 alinéa 1 de la loi n°8/010 du 7 juillet 2008 fixant les règles relatives à l'organisation et à la gestion du portefeuille de l'État. Mais cela n'avait guère suffi puisque le Directeur général avait vite rejeté dans un courrier daté du 29 juillet 2024, brandissant l'article 912 du

même acte uniforme, qui dispose que « les lois et règlements du pays en la matière s'appliquent aux entreprises publiques transformées en sociétés commerciales » outre l'article 13 alinéa 1 de la loi n°8/010 du 7 juillet 2008 fixant les règles relatives à l'organisation et à la gestion du portefeuille de l'État. Mais cela n'avait guère suffi puisque le Directeur général avait vite rejeté dans un courrier daté du 29 juillet 2024, brandissant

de Congo Airways représentés par l'Intersyndicale avaient d'ailleurs, dans un mémo adressé au Chef de l'État, désavoué José Lueya Dubier. « Nous, agents et cadres de Congo Airways SA, avec le Conseil d'Administration, considérant que les responsabilités attribuées au Directeur général, M. Dubier sont utilisées abusivement, optons au travers de ce mémo, son désaveu avant que la situation

ne devienne irréversible », avaient-ils écrit. Et le texte de poursuivre : « Il gère la compagnie en mode familial. Toutes les grandes décisions sont prises par lui, sa femme et son beau-frère, remettant en cause les attributions de différents directeurs. De tout ce qui précède, dans l'intérêt de la République en général et de la compagnie Congo Airways en particulier, nous sollicitons la désignation par votre

L'Airbus A320 de Congo Airways attend de décoller

(Suite de la page 12).

directeur général. Dans un discours improvisé samedi 31 janvier, prononcé dans l'un des salons de l'Aéroport International de N'djili, lors de la réception de l'Airbus A320, le président du Conseil d'Administration de Congo Airways SA s'est adressé, devant les invités de l'entreprise, avec fermeté, au Directeur général, Alexandre Tshikala Mukendi.

« À la fin du mois, il faut payer (les salaires, ndlr). Vous devez vous multiplier en morceaux pour trouver des solutions. Ces avions ne sont pas venus pour dormir. Ils doivent retrouver les airs. Les avions sont conçus pour voler, pas pour s'asseoir », se faisant applaudir par le personnel.

CNSS INCONSO-LABLE ?
Puis : « Mais je vous fais confiance. Il faudra que dans les deux semaines qui arrivent, nos passagers de Lubumbashi, de Kananga, de Mbandaka, de Kisangani et, prochainement de Goma, Kolwezi, Kindu, etc., retrouvent le sourire. Et je dis ceci : nous avons un grand programme avec vous. A Congo Airways, nous devons avoir des relations avec des partenaires pour nous affirmer. Le Chef (le Chef de l'État, ndlr) nous donne une obligation d'utiliser toutes nos énergies pour que Congo Airways soit relancée. Mais nous avons une difficulté : notre personnel ».

S'adressant aux agents et cadres de l'entreprise présents à la cérémonie, le président du Conseil d'Administration a gardé le même ton, allant jusqu'à leur brandir la sanction de révocation : « Vous libérez facilement des injures. Vous écrivez partout pour dénigrer les autorités croyant qu'elles ne travaillent pas. Vous vous êtes même posés la question sur ce que (les responsables de la l'entreprise, ndlr) étaient allés faire en Afrique du Sud. Le résultat est là. Faites-nous confiance. Quand vous faites



Le Directeur Général de Congo Airways SA, Charles Mudiayi Kazadi.DR.

dix mois sans avion (en vol, ndlr), où va-t-on trouver l'argent pour vous payer ? Et si les dirigeants sont concentrés pour trouver des solutions, il faut les appuyer. Parce que le découragement peut amener à l'abandon et le Chef de l'État ne nous pardonnera pas. J'ai suivi le Directeur Général

(qui a été) strict pour l'organisation du travail. Il a invité tout le monde à s'impliquer pour la bonne marche de la société. Celui qui tergiverse, s'il vous plaît... ! D'abord, nous avons un effectif pléthorique et nous allons vous demander de partir. Parce que vous n'aimez pas le pays. Il faut vous en-

gager dans la vision du Chef de l'État pour que les choses marchent ». Jean-Bertrand Ewanga Is'Ewanga avait réservé auparavant des mots à l'endroit du Vice-premier ministre en charge des Transports, Voies de communication et Désenclavement, Jean-Pierre Bemba Gombo, le remerciant pour les «soucis» qu'il exprime envers Congo Airways SA et pour «ses conseils, ses orientations pour que Congo Airways se réveille».

Les mêmes mots à l'endroit de la ministre du Portefeuille Julie Mbuya Shiku « pour la rigueur, les exigences en vue de la relance de la société », elle qui donne une image «nouvelle» à la tête du ministère du Portefeuille. Le Vice-premier ministre en charge des Transports, Voies de communication et Désenclavement Jean-Pierre Bemba

Gombo qui aurait dû présider cette cérémonie, était, samedi 31 janvier, en mission à l'étranger. Il s'est fait représenter par son directeur de cabinet adjoint, Me Paul Djunga Mudimbi. Avocat affilié au Barreau de Paris, il n'a pas caché son «immense honneur et une grande satisfaction» de se trouver à l'arrivée de l'Airbus A320, au titre de «représentant du Vice-Premier ministre en charge des Transports, Voies de communication et Désenclavement».

«Le relèvement opérationnel de la compagnie aérienne nationale Congo Airways SA, a poursuivi le DirCaba, devient ce jour une réalité avec l'acquisition de ce nouvel appareil de type Airbus A320 après environ plus d'une année d'arrêt d'exploitation. Cette relance, fruit d'un processus exigeant et laborieux, trouve son origine dans les hautes orientations

arrêtées lors de la sixième réunion du Conseil des ministres du 19 juillet 2024 puis confirmées au Conseil restreint du 7 août 2024. Elle traduit dans les faits la volonté ferme de la plus Haute Hiérarchie du pays, Son Excellence Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, le président de la République, Chef de l'État, à qui Son Excellence Monsieur le Vice-premier ministre renouvelle ses hommages les plus déférents». Un avion qui constitue, a-t-il également déclaré, «un catalyseur d'intégration» pour la nation. Pour le Directeur général Alexandre Tshikala Mukendi, l'A320 est le gage d'un «travail accompli» pour la relance des activités. L'avion est un outil destiné à garantir la stabilité des opérations et à répondre à la demande croissante de mobilité au Congo et «la priorité est désormais la satisfaction

du client». Les millions de \$US qui ont permis l'acquisition de cet aéronef ou de ces aéronefs seraient-ils sortis des caisses de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, l'ex-INSS ou du Trésor public ? La CNSS se serait-elle fait rouler dans la farine ? Charles Mudiayi Kazadi, le Directeur général de la CNSS serait inconsolable ou furieux du traitement qui lui aurait été réservé au point d'avoir évité d'être personnellement présent à l'arrivée de l'Airbus venu d'Afrique du Sud ? Charles Mudiayi Kazadi s'est fait représenter à N'djili par le Directeur financier a.i de la CNSS. Cet appareil aurait-il été pris en leasing ou acheté cash ? Les candidats passagers attendent l'annonce du programme des vols. Jean-Bertrand Ewanga Is'Ewanga l'attend. Aussi.

D. DADEI ■

Préparer le Congo pour Inga et Inga pour le Congo

Un accord d'entente pour la matérialisation du méga-projet hydro-électrique Grand Inga a été signé le 2 février 2026 à Kinshasa, par le Congo et la France, lors de la visite de Mme Éléonore Caroit, la ministre française déléguée en charge de la Francophonie, des Partenariats internationaux et des Français de l'étranger.

« La signature de ce protocole d'accord entre la RDC et la France n'est pas une simple formalité administrative. C'est un pas décisif et hautement symbolique vers la matérialisation du projet Grand Inga et plus spécifiquement de sa phase d'Inga 3. Ce projet, par essence intégrateur, structurant et industrialisant, constitue l'épine dorsale de la vision (...)

du président Tshisekedi), pour l'émergence de notre nation et le rayonnement de la sous-région pour transformer le potentiel énergétique de notre pays en un moteur de développement durable pour la RDC et pour l'ensemble du continent africain», a déclaré Mme Nicole Ntumba Bwatshia, directrice de Cabinet adjoint du Président de la République.

AU COEUR OIF.
Un «lundi (qui) restera gravé comme le jour de l'entrée en vigueur officielle du financement du programme de développement d'Inga 3 par la Banque Mondiale. Ce jalon essentiel vient confirmer que le projet Inga 3 est désormais sur une trajectoire irréversible. À cet égard, je salue l'accomplissement indéfectible de la Banque Mondiale et remercie chaleureusement le directeur-pays de la Banque Mondiale,

Albert Zeufack, pour son engagement résolu à nos côtés», a-t-elle poursuivi. Le protocole s'articule autour d'une dualité «Préparer le pays pour le projet, et le projet pour le pays». « C'est un honneur et une joie d'être ici aujourd'hui à Kinshasa ce 2 février pour renouveler un partenariat qui marche. Un partenariat qui, au cours des quatre dernières années, a permis à la France de contribuer durablement au développement de ce pays et c'est une fierté pour nous de pouvoir signer un nouveau protocole pour les quatre années à venir», a déclaré pour sa part Éléonore Caroit.

« Le protocole qui avait été signé en 2021 avait permis le décaissement de plus de 500 millions d'euros. Au-delà du montant investi, au-delà de l'apport financier, ce qui compte c'est que ce partenariat s'inscrit

dans des priorités qui sont des priorités pour la France et pour la RDC, qui touchent à l'environnement, à l'enseignement, à l'énergie, au transport, à l'agriculture, sans oublier les forêts auxquelles nous sommes si attachés et pour lesquelles nous avons par ailleurs d'autres projets de protocole en cours», a expliqué Mme Caroit. Pour les quatre prochaines années, le Congo et la France vont continuer «cette coopération fructueuse, une coopération porteuse de projets d'avenir, une coopération en faveur des peuples, qui répondent à cet agenda partagé, à ce véritable partenariat» entre les deux pays.

Vice-ministre congolaise des Finances, Garcia Yamba Kazadi a déclaré que «pour les quatre prochaines années, la RDC est déterminée à poursuivre les projets existants. La signature de cet accord in-

tervient ce jour pour dresser sincèrement le leadership éclairé qui engage nos deux pays en faveur du renforcement de ce partenariat qui existe depuis beaucoup d'années entre la RDC et la République française». Un accord qui «marque une étape déterminante dans la consolidation de la coopération bilatérale qui existe entre nos deux pays, en particulier dans des secteurs structurants de développement durable. Il témoigne, une fois de plus, la confiance mutuelle ainsi que la convergence des vues entre nos deux pays sur les priorités économiques et institutionnelles», a poursuivi Garcia Yamba Kazadi.

« Soyez rassurée que la RDC est déterminée pour les quatre prochaines années à travailler en étroite collaboration avec l'Agence française de développement (AFD), pour poursuivre des projets qui

ont déjà commencé depuis plusieurs années», a aussi déclaré la vice-ministre. Éléonore Caroit est à Kinshasa après un déjeuner de travail, le 23 janvier, à l'Élysée, du président congolais avec son homologue Emmanuel Macron à l'invitation de celui-ci. La France avait «réaffirmé son attachement au respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la République démocratique du Congo», selon la présidence congolaise.

Une première visite, depuis un an, d'un membre du gouvernement français qui va prendre plusieurs jours au moment où Kinshasa s'oppose à un troisième mandat de la Rwandaise Louise Mushikiwabo et dit vouloir briguer la tête de l'OIF, l'Organisation internationale de la francophonie, lors du sommet prévu à la fin de l'année au Cambodge.

ALUNGA MBUWA ■

Trump l'admirer la puissance

Par le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba.

Il est pour l'Amérique, son Amérique seule. «America First», l'Amérique d'abord. Il est pour la Puissance. «Make America Great Again», rendons sa grandeur à l'Amérique. «Keep America Great», maintenons la grandeur de l'Amérique. Donald Trump est de retour à la Maison Blanche pour au moins - qui sait ? - les quatre années à venir. Le nouveau président américain admire Vladimir Poutine, le président russe qui a mis l'Ukraine, pays de l'Europe, à genoux ; il est séduit par Benyamin Netanyahu, l'Israélien qui a réduit Gaza en champs de ruines. Le président de l'Ukraine Volodymyr Zelensky qui redoutait son retour au pouvoir s'est courbé à l'annonce du triomphe. Trump a battu Kamala Harris ? C'est parce qu'il « était bien plus fort », a assuré Zelensky. «J'adore le message du président Trump quand il parle », poursuit-il dans une interview au podcasteur américain Lex Fridman. Netanyahu a repoussé l'accord avec Hamas en attendant la veille de l'investiture de Trump sûr que le nouveau président américain ne lui imposerait rien qui irait à l'encontre d'Israël. Lui qui a toujours considéré Trump comme l'allié clé de la sécurité et des intérêts de son pays, a qualifié ce retour à la Maison Blanche comme «le plus grand retour de l'Histoire»!

Donald Trump est pour la puissance, la puissance seule. Avant sa prise de



Donald Trump et Keir Starmer. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, dimanche 26 janvier, leurs diplomates étaient en pointe. DR.



fonctions, il a annoncé, sans exclure le recours à la force, son intention d'annexer le Groenland, territoire autonome du Danemark, le canal de Panama voire le Canada, ravivant les tensions avec les gouvernements danois, panaméen, canadien.

Peu avant Noël, il a assuré que «les États-Unis d'Amérique estiment que la propriété et le contrôle du Groenland sont une nécessité absolue». Le 8 janvier, il a dépeché son fils aîné Do Jr et plusieurs représentants voulant afficher ses intentions sur

le Groenland aux yeux du monde. Un projet soutenu par son 1er conseiller, le 1er milliardaire du monde Elon Musk.

Le Groenland est exceptionnellement riche en «minéraux critiques», ressources en minéraux, métaux rares et hydrocarbures. Une zone hautement stratégique ! D'après le département américain de l'Énergie, ces minéraux sont essentiels pour les «technologies qui produisent, transmettent, stockent et conservent l'énergie» et qui présentent «un risque élevé

de rupture de la chaîne d'approvisionnement».

Un rapport publié en 2024 par The Economist présente les sols arctiques comme contenant des gisements (connus) de 43 des 50 minéraux critiques listés. Pour Trump, le Groenland et le canal de Panama sont «très importants pour la sécurité économique» de son pays, a assuré le président dans une conférence de presse tenue à sa résidence de Mar-a-Lago, en Floride.

Prisé par Trump, le canal de Panama construit par les États-Unis et ouvert en 1914 est sous le contrôle du Panama depuis 1999, après un accord signé en 1977 par Jimmy Carter. «Chaque mètre carré du canal de Panama et de ses zones adjacentes appartiennent au Panama et continuera à lui appartenir», déclare le président du Panama José Raul Múlino.

Trump a donc les yeux braqués sur le Canada. La perspective que ce pays devienne le 51ème État des États-Unis est une «excellente idée», assène-t-il alors que le Canada vit une crise politique après l'annonce de la démission de Justin Trudeau, le Premier ministre.

Avec le Canada, Trump veut principalement faire disparaître les droits de douane. «Les impôts seraient considérablement et le Canada serait totalement sûr face à la menace des navires russes et chinois» déclare l'homme qui a souvent appelé «gouverneur Trudeau» pour désigner le titre du chef de

l'exécutif d'un État américain.

Trudeau a fini par réagir. Il exclut toute possibilité de fusion entre les deux pays. «Jamais, au grand jamais, le Canada ne fera partie des États-Unis». «Il ne va pas envahir le Canada, il ne va pas déclarer la guerre au Groenland même s'il le menace. (...) Il agite les armes de la négociation avec l'expérience qu'il a. Il a été à la Maison Blanche, il sait comment ça marche», analyse un expert.

Il n'empêche ! Comment un homme qui exprime aussi publiquement ses visées expansionnistes de territoire pourrait calmer Poutine et d'autres? Que dit-il des crises en Afrique, continent qu'il n'avait jamais visité lors de son premier mandat et qu'il n'envisage pas de visiter au cours de celui qui s'est ouvert le 20 janvier 2025?

Il est vrai que le président américain républicain milliardaire reste un homme d'affaires et l'Afrique l'intéresserait non pas pour les droits de l'homme ou la gouvernance mais pour son sous-sol, ses minerais rarissimes qui sécuriseraient les intérêts stratégiques de son pays, les États-Unis.

Dans ce jeu, le Congo a sa part pleine et entière. Soyons-en convaincus: la solution dans cette guerre face au Rwanda viendra des Anglo-Saxons. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, Washington et Londres étaient en pointe. Soyons focus.

international

oNatoutecrit

Le Procureur Général réclame des preuves dans les affaires liées à la fraude électorale

THE SOFT

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1605 | LUNDI 15 AVRIL 2024 | 20 PAGES €7 \$8

Tout réside dans le casting



La Première ministre Judith Siminwa Tuluka s'est déjà mise au travail en engageant des consultations en vue de la formation de son gouvernement. DR.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

548632 898755

La colère est-elle mauvaise conseillère

Vous devenez furieux, votre sang bouillonne, votre corps entier se crispe et vous avez envie de détruire tout ce qui vous entoure, tout en criant certains de ces mots qu'on vous a appris à ne pas dire. Et c'est là que vous ne vous sentez pas capable d'affronter n'importe quelle personne ou chose qui croise votre chemin. Avaler tout cela ne peut pas être une bonne chose, n'est-ce pas ? Il vaut mieux s'en débarrasser. C'est cathartique. C'est même utile.

Il s'avère que ce n'est pas le cas. « Il existe un mythe répandu selon lequel évacuer sa colère est un moyen productif de la gérer », a déclaré le Dr Sophie Kjærvi, auteur principal d'une mété-analyse de 154 études sur la colère impliquant plus de 10.000 participants.

Ces travaux, a-t-elle expliqué dans une interview à Ohio State News, ont été inspirés en partie par la popularité croissante des salles de colère qui encouragent à casser des objets (tels que du verre, des assiettes et des appareils électroniques) pour surmonter les sentiments de rage. « Exprimer sa colère fait du bien sur le moment, mais à long terme, cela rend plus furieux et plus agressif », a-t-elle déclaré. Kjærvi et son coauteur Brad J. Bushman, tous deux de l'université d'État de l'Ohio, États-Unis, ont effectué des recherches approfondies sur les causes et les conséquences de l'agression humaine. Comme ils le soulignent dans cette mété-analyse, « parce que la colère peut



Exprimer tout ce que l'on ressent.... est-ce que cela sert à quelque chose ? DR.

avoir de nombreuses conséquences négatives, elle est largement considérée comme un problème et une émotion qui doit être régulée». Sur le plan personnel, elle est source d'inconfort, on veut donc s'en débarrasser, mais on ne dispose pas toujours de techniques efficaces pour contrôler ces états d'âme.

« Il y a donc un grand besoin d'identifier des stratégies efficaces pour réduire et gérer la colère », affirment les auteurs, qui ont récemment publié leurs résultats dans la revue Clinical Psychology Review. Et la plus remarquable est celle qui a démolé le mythe selon lequel exploser est une bonne chose. « Je pense qu'il est très important de

détruire le mythe selon lequel il faut se défoncer si l'on est en colère », a souligné M. Bushman lors d'une interview accordée à Ohio State News.

LA THÉORIE DE LA CATHARSIS.

« Exprimer sa colère peut sembler une bonne idée, mais il n'y a pas la moindre preuve scientifique à l'appui de la théorie de la catharsis ». De plus, ils ont constaté que le fait d'évacuer agressivement la colère pour la soulager est souvent contre-productif, l'intensifiant et la prolongeant.

Le verdict est donc clair : il ne s'agit pas d'une étape souhaitable vers un traitement sain des émotions. Et comme l'indique l'étude, il

s'agit d'une « émotion désagréable dont la plupart des gens veulent se débarrasser » et que « de toutes les émotions désagréables, c'est aussi la plus difficile à réguler », il est indispensable de trouver la meilleure façon de la gérer. La mété-analyse souligne également que de nombreuses personnes tentent d'exorciser la colère par l'exercice physique.

Or, il s'avère que certains d'entre eux, s'ils peuvent être bénéfiques pour la santé, n'améliorent pas l'humeur sur le moment, mais l'aggravent. Citant des experts, les auteurs notent que « la colère rend les gens plus forts et plus désireux de combattre ou d'attaquer la cause de la colère ». Et que

la colère suscite et préserve un haut niveau d'énergie, augmente rapidement la mobilité motrice et dirige le sang vers les muscles pour préparer le corps à l'action». On dirait que c'est peut-être une bonne idée de taper dans un sac de frappe ou d'aller faire du jogging ou de la course à pied pour se débarrasser de toute cette énergie négative, non?

Eh bien, ce n'est pas le cas. En fait, il y a très peu de preuves que le fait de mettre des gants de boxe ou d'aller courir soit efficace. En fait, cela peut même aggraver la situation. Ce qui se passe, explique Kjærvi, c'est que « la colère est une émotion associée à une forte excitation physiologique ».

« Cela signifie que votre rythme cardiaque s'accélère, que votre tension artérielle est élevée et que votre rythme respiratoire s'accélère. « Si vous faites des activités qui ont les mêmes effets sur votre corps, vous alimentez la colère. Vous ajoutez de l'huile sur le feu », a déclaré le psychologue, aujourd'hui chercheur postdoctoral à la Virginia Commonwealth University. Ainsi, malgré les idées reçues, la boxe ou la course à pied ne sont pas des stratégies efficaces, car elles augmentent les niveaux d'excitation et finissent par se retourner contre vous. Pour faire simple, les techniques d'apaisement sont les meilleures. Tout ce qui réduit l'excita-

tion physiologique vaut la peine d'être essayé, qu'il s'agisse de la méditation, de la pleine conscience ou du yoga, ou simplement de prendre un moment pour respirer ou compter jusqu'à 10. Par ailleurs, tous les exercices physiques n'ont pas le même effet.

« Toutes les formes d'activité physique ne sont pas mauvaises en ce qui concerne la colère », a déclaré M. Kjærvi.

« D'après notre mété-analyse, les sports de balle et les cours d'éducation physique sont en fait bénéfiques pour réduire la colère. « Nous pensons que c'est parce qu'ils introduisent un aspect ludique, qui induit des émotions positives, telles que le bonheur et la joie. « Il y a aussi un aspect social, car on interagit avec d'autres personnes et on reçoit peut-être même des commentaires positifs de la part de l'entraîneur », a-t-il ajouté. En revanche, « nous pensons que le jogging a un effet négatif parce qu'il est plus monotone, plus ennuyeux pour de nombreuses personnes ».

Comme il s'agit d'un mouvement répétitif, vous avez le temps de ruminer votre colère et d'y réfléchir davantage.

Cela peut vous mettre encore plus en colère. Les résultats ont été remarquablement cohérents dans tous les pays étudiés, dans toutes les cultures, tous les sexes, toutes les races, et même parmi les personnes incarcérées ou en liberté. En substance, le fait d'évacuer sa colère pour faire face à la situation risque davantage de vous irriter que de vous calmer. Il ne semble donc pas que ce soit la meilleure stratégie, même si elle est tentante. Êtres-vous d'accord? ■

avec AGENCES ■

international

cOm

METTRE LES GAZ EN PÉRIODE D'INCERTITUDE



CECI S'APPELLE CERTAINEMENT UNE SALLE NOIRE DE MONDE QU'AUCUN AUPARAVANT N'AVAIT JAMAIS
REMPLIE MAIS OÙ, EN PLEINE PÉRIODE D'INCERTITUDE, LE PARTI POUR L'ACTION-LE PARTI DU CRABE REFUSE DU MONDE. DR.



SUR LES BORDS DE NOTRE LUI, SUR NOS TERRES BÉNIES DU BANDUNDU, DANS LE MASIMANIMBA, DES VILLAGES ENTIERS SE
VIDENT ET ENTRENT EN TRANSE À L'APPARITION DE YA KHALA (LE GRAND CRABE). UNE HISTOIRE VIENT DE COMMENCER. DR.

Que nous réserve le GMC Yukon 2026



En attendant que le GMC Yukon 2026 dévoile ce qu'il apporte à nos exigences, un coup d'œil à deux ou trois GMC dont l'AT4 Ultimate. DR.

GMC Yukon 2026 nous prépare quoi donc? En attendant jettons un regard sur le Yukon 2025 qui a reçu des améliorations technologiques, une esthétique renouvelée et un habitacle mis au goût du jour.

C'est également l'occasion d'introduire une nouvelle version AT4 Ultimate axée sur le hors route. Toute la gamme accueille une signature visuelle plus musclée à l'avant avec une grille repensée ainsi que des phares et feux redessinés. Ces derniers effectueront une séquence lumineuse à l'approche des occupants. Le modèle haut de gamme Denali Ultimate se distingue par ses nouvelles jantes de 24 pouces à huit branches et par son niveau de luxe supérieur. L'habitacle revêt un décor en bois avec des motifs topographiques gravés au laser, des accents chromés et des garnitures de volant en cuir. Sachez que la chaîne audio Bose Performance Series de 22 haut-parleurs inclut également des haut-parleurs intégrés dans les appuis-tête.



à l'avant et aux passagers arrière (sièges capitaine seulement). La version AT4 Ultimate, se différencie par ses roues de 20 pouces chaussées de pneus tout-terrain et sa plaque de protection sous le pare-chocs avant. De plus, la suspension pneumatique peut soulever le véhicule de 2 pouces pour franchir des obstacles plus imposants. L'intérieur se démarque par ses sièges en cuir, ses garnitures en bois et ses accents en cuir sur le volant.

LA VISION NOCTURNE.
Sur le plan technologique, le Yukon se défait de l'ancien

moniteur rectangulaire incrusté dans la planche de bord. Il fait place à une interface verticale mesurant 16,8 pouces. En option, les occupants de la deuxième rangée peuvent bénéficier d'un écran tactile de 8 pouces pour gérer les commandes liées à la climatisation et au chauffage. Bien sûr, des téléviseurs sur les appuis-tête seront disponibles. La plus grande nouveauté demeure l'introduction de la vision nocturne - une technologie qui figure dans le Cadillac Escalade. Elle projette une image thermique pour aider à identifier les passants et

les animaux sur les routes ou endroits peu éclairés. Le Yukon comprend une panoplie de gadgets de sécurité sans oublier celles qui s'ajoutent au catalogue. Essentiallement, elles se résument à des systèmes de freinage d'urgence en présence de piétons et de cyclistes dans plusieurs scénarios. Sinon, la technologie de conduite semi-autonome Super Cruise - qui octroie une conduite mains libre lorsque les conditions l'autorisent - est livrable. Elle permettra de parcourir environ 750.000 miles (plus de 1,2 million de kms) de routes carto-

graphiées aux États-Unis et au Canada d'ici la fin 2025. Le Yukon est livré de série avec un V8 de 5,3 litres produisant 355 chevaux et 383 lb-pi de couple. Sinon, le moteur V8 de 6,2 litres est disponible en option. Celui-ci développe une cavalerie de 420 chevaux et un couple de 460 lb-pi. Pour la toute première fois, les versions AT4 et AT4 Ultimate peuvent jouer du 6 cylindres 3 litres turbodiesel à 305 chevaux et 495 lb-pi de couple. Outre ce SUV AT4 Ultimate, il faut noter que le monde des camions pleine grandeur est en

constante évolution, et le GMC Sierra continue de se démarquer comme un véhicule phare. Avec l'arrivée attendue du GMC Sierra 2026, les amateurs de camions et les adeptes de la marque sont déjà tournés vers l'avenir. Même si les détails officiels n'ont pas encore été publiés, plusieurs indices et tendances du marché permettent de spéculer sur les nouveautés qui pourrait offrir cette prochaine génération.

DESIGN GMC SIERRA 2026.

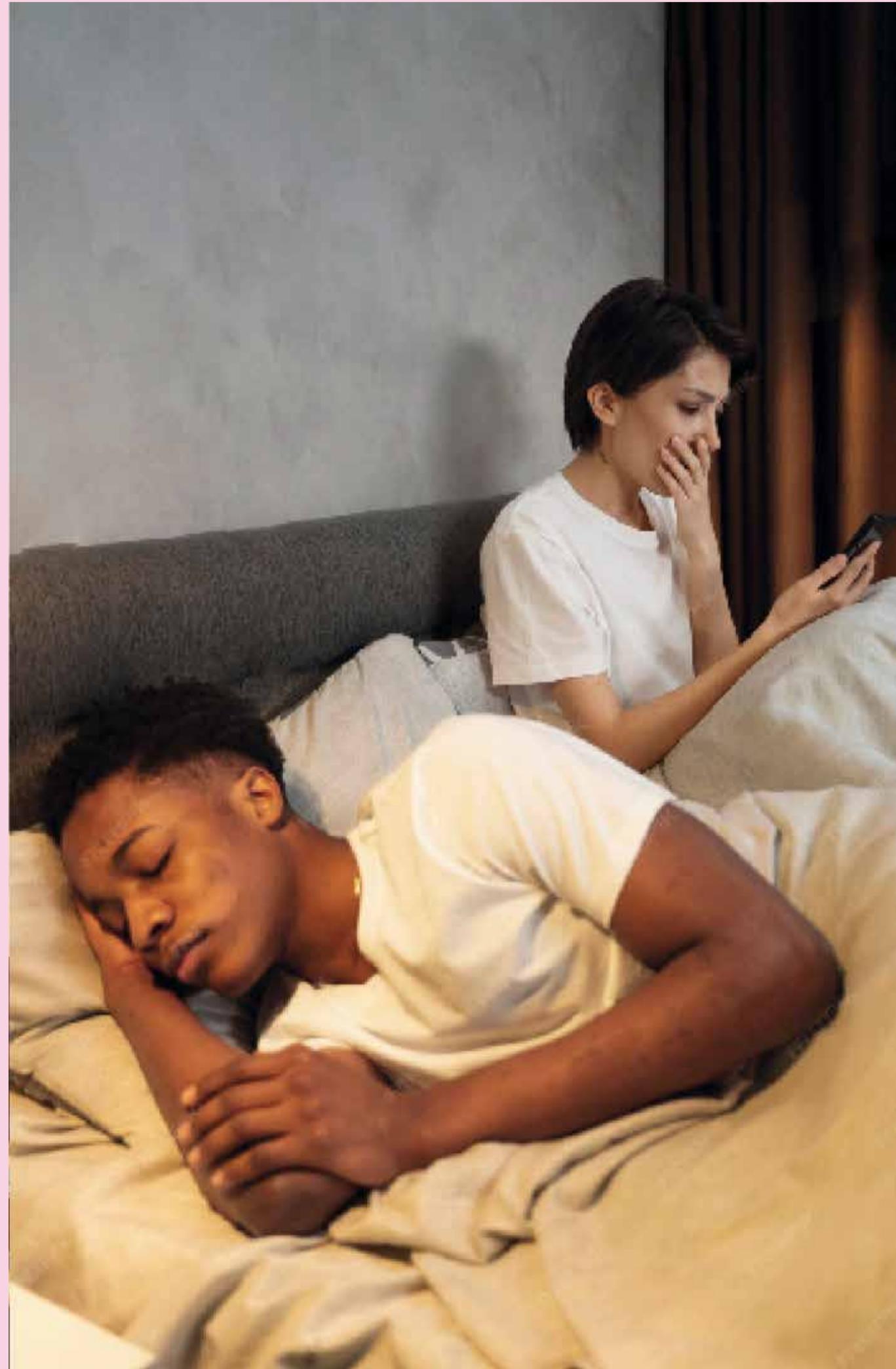
Le design du GMC Sierra 2026 devrait continuer de miser sur l'identité robuste et raffinée qui caractérise la marque. On peut s'attendre à une calandre redessinée, des lignes plus affutées et une signature lumineuse LED encore plus moderne. Les jantes de plus grand format, les couleurs exclusives et les détails chromés pourraient accentuer son caractère haut de gamme. À l'intérieur, la tendance actuelle à l'habitacle technologique et confortable devrait se poursuivre. Des matériaux haut de gamme, un tableau de bord numérique personnalisable et un système d'infodivertissement à la fine pointe sont probables. Le GMC Sierra 2026 pourrait intégrer une version améliorée de Google intégré et offrir une compatibilité accrue avec les appareils mobiles. Les systèmes d'aide à la conduite devraient également connaître une mise à jour, avec possiblement une conduite semi-autonome plus avancée, un stationnement automatisé, et des alertes de sécurité intelligentes. Le GMC Sierra 2026 proposera très certainement une version entièrement électrique, comme c'est déjà le cas dans la gamme actuelle. Cette version s'ajoutera à une offre variée comprenant les moteurs V8 classiques, et pourrait également inclure une motorisation hybride pour répondre aux besoins diversifiés des conducteurs modernes. L'autonomie en mode électrique, la capacité de remorquage, et l'efficacité énergétique seront des points cruciaux de cette nouvelle édition. Une boîte automatique à 10 rapports raffinée, des suspensions adaptatives et une conduite plus fluide sur tous les terrains sont aussi des améliorations possibles. Passionné de conduite hors route ou professionnel du remorquage, le Sierra 2026 répond aux exigences les plus élevées.



Ce poison du couple

Elle a envie, et lui aussi, mais parfois le corps fait obstacle. Alors que six hommes sur dix rencontrent des problèmes d'érection au cours de leur vie, comment cette problématique se vit-elle dans l'intimité ? Comment la surmonter à deux ? Réponses de spécialistes.

C'est une réalité qui surprend presque toujours les concernés. Selon une étude française Ifop pour la plateforme de santé Charles.co publiée en mai 2019, plus de la moitié des hommes (61%) ont déjà rencontré au moins une fois dans leur vie un trouble de l'érection, à savoir une incapacité à obtenir ou à maintenir un gonflement et un durcissement du pénis suffisants pour avoir une relation sexuelle satisfaisante. Un phénomène en hausse ces 15 dernières années, souligne cette même étude, et pouvant survenir à tout âge. Comme nous l'explique Hélène Sussman, angiologue, spécialiste de la médecine vasculaire et co-auteure du récent ouvrage *Le sexe des Hommes, l'érection sans tabou*, plusieurs causes sont à l'origine de cette problématique masculine. Physiques d'abord, avec une malformation veineuse, un diabète de type II, un trouble hormonal ou un surpoids ; environnementales ensuite, avec la consommation de drogues, de tabac, d'alcool, ou de malbouffe ; et enfin psychologiques. Le diagnostic peut être long à poser et même traîner durant plusieurs années si l'on ne trouve pas le bon professionnel de santé, confirme la spécialiste. Et aussi multiforme soit-il, ce malheureux concours de circonstances suffit bien souvent à empoisonner la vie d'un homme et celle de son couple. Au départ, quand la panne sexuelle survient pour la première fois dans l'intimité, elle n'est



La panne sexuelle est-elle toujours assumée par le couple? DR.

généralement pas pleinement assumée. Toujours d'après l'enquête Ifop, un homme sur trois reconnaît avoir eu du mal à verbaliser sa dysfonction érectile auprès de sa partenaire, et avoir donné une fausse excuse pour masquer la réalité. Sur le podium de ces mensonges, on trouve la fatigue physique mais également le stress, la migraine, l'excès de nourriture ou d'alcool.

QUIPROQUOS ET MALADRESSES. Il faut dire que l'envie sexuelle, comme celle de se reproduire, est innée et déterminante dans la construction identitaire d'un être

humain, assurent les anthropologues. «C'est pourquoi, en perdant leur érection et en voyant leur puissance virile ainsi atteinte, ces hommes en tirent la conclusion que leur identité tout entière est remise en question et ils vivent dans la honte», rapporte la Dr Hélène Sussman. Pourquoi se murer dans le silence et ne pas s'ouvrir auprès de l'être cher en qui l'on accorde, en principe, toute sa confiance ? «En parler à haute voix revient à se plonger dans quelque chose d'extrêmement intime et de gênant», répond Vincent Huppertan, uro-

logue, andrologue et sexologue. Et malgré la libération de la parole actuelle sur ces sujets, beaucoup d'hommes et de femmes, qu'ils aient la vingtaine ou la quarantaine, ont manqué et manquent encore d'éducation sexuelle pour s'exprimer avec confiance». Sur ce terrain, Internet contribue d'ailleurs à sa façon à creuser le fossé. «Si ce canal a permis de nous informer davantage, il a aussi accentué une forte tendance à la comparaison et à la normalisation de certaines idées préconçues en matière de sexualité. C'est le cas du porno mainstream où les

consommateurs retiennent de ce qu'ils visionnent ce à quoi devrait correspondre la qualité d'une érection, la durée d'un rapport sexuel et sa fréquence», illustre le sexologue. Alors quand les concernés constatent une défaillance chez eux, ils se sentent de facto exclus de cette société. «En parler à sa femme c'est risquer de s'exposer frontallement au rejet, pensent-ils», résume l'angiologue Hélène Sussman. Sans communication évidente, les mauvaises interprétations sous la couette sont légion, entraînant des conséquences délétères sur l'harmonie du couple.

«Tu ne me désires plus», «tu ne m'aimes plus», ou encore «tu en préfères une autre» figurent parmi les principaux reproches faits de l'autre côté du lit, d'après les spécialistes. «Si certaines femmes expriment - de façon totalement justifiée - une blessure de leur ego, ce discours alimente le problème, déplore le sexologue Vincent Huppertan. Au prochain rapport, l'homme se mettra davantage la pression pour performer, pour réassurer celle qu'il aime de son désir. Et plus il y aura d'anticipation, plus il y aura d'anxiété et donc des chances de se retrouver à nouveau face à un échec».

Il y a aussi les maladroits et maladroites qui, dans un souci de bien faire, finissent malgré eux par mettre de l'huile sur le feu. En adoptant par exemple une posture de soignant ou d'infirmière envers son conjoint, quand la panne sexuelle se produit. «Le pire à entendre pour celui qui vit un trouble de l'érection c'est «ce n'est pas grave»». Au contraire, aux yeux de cet homme, c'est grave, souligne Vincent Huppertan, c'est tout son monde qui s'écroule sous la honte».

Cette détresse, Hélène Sussman la constate chaque jour dans son cabinet d'angiologie. «La plupart de mes patients se présentent seuls et désespérés, d'abord à cause de leur trouble dont ils n'arrivent pas à comprendre l'origine, ensuite parce que leur partenaire se désolidarise de la prise en charge, minimisant - souvent inconsciemment - l'ampleur de la problématique sur la santé mentale de leur conjoint», rapporte la médecin. Et Vincent Huppertan de poursuivre : «L'écoute doit être primordiale. Dans un couple, qu'il soit naissant ou de longue date, l'erreur commune est d'analyser et d'anticiper les réactions de son partenaire non pas en se basant sur ce qu'il nous dit mais sur sa propre perspective et sur ce que l'on sait de ce que «devrait être» une relation sexuelle dans le couple».

Selon les professionnels de santé, il est urgent de lever ce tabou et d'amorcer autant que possible un dialogue au sein du couple sur les bons comme les mauvais aspects de la vie sexuelle. L'objectif est d'éviter que la frustration ne conduise à des situations dramatiques, comme une séparation ou dans des cas extrêmes, de la violence envers soi ou l'autre. «Que le trouble érectile soit d'origine physique ou psychologique, la qualité de sa relation de couple peut majorer ou diminuer son impact», rappelle le Dr Vincent Huppertan. Ainsi en se présentant aux côtés de son conjoint dans un cabinet médical ou de sexologie, une partie du chemin vers la guérison est entamée. «Quand ils viennent accompagnés, les patients sont beaucoup plus faciles à traiter, indique la spécialiste en médecine vasculaire Hélène Sussman. À mes yeux, la présence de leur partenaire témoigne à elle seule d'un véritable acte d'amour, de réassurance et de surcroît, d'une bonne communication autour de l'intimité dans le couple». L'issue la plus favorable de ces consultations et le retour à une sexualité satisfaisante appartiennent ensuite à chacun. Dans le cas où le trouble érectile ne relève pas du domaine physiologique, plusieurs approches thérapeutiques existent. Dans son cabinet de sexologie, le Dr Vincent Huppertan préconise par exemple une rééducation sensorielle visant à diminuer l'anxiété liée à la performance sexuelle. «Au départ, on sort de la pénétration pour se recentrer sur la sensualité et le partage de ses désirs, en apprenant notamment à explorer d'autres parties du corps que le sexe (les mains, le visage, les yeux...), sans se poser de questions, décrit-il. De cette manière, en se délestant des injonctions et en renouant avec le jeu, on réinjecte de l'attirance et on tend vers une meilleure compréhension de l'autre».

TIPHAIN HONNET ■

L'Iran accepte de négocier avec les États-Unis

Le ministre des Affaires étrangères iranien, Abbas Araghchi, mandaté pour négocier avec les États-Unis. «J'ai demandé à mon ministre des Affaires étrangères (...) de mener des négociations équitables (...) dans le cadre de nos intérêts nationaux», a fait savoir mardi 3 février le président iranien, Massoud Pezeshkian, sur son compte X (ex-Twitter).

Va-t-on vers un apaisement des tensions entre Téhéran et Washington ? Dans son texte sur X, Massoud Pezeshkian, qui veut des négociations directes avec les États-Unis, poursuit, «à condition qu'existe un environnement approprié, sans menaces ni demandes déraisonnables». Si le calendrier de ces tractations n'est pas encore tout à fait établi, la liste des points de négociations entre Téhéran et Washington se précise d'heure en heure. Elle semble s'éloigner des revendications portées par les Iraniens dans les rues du pays ces dernières semaines qui réclamaient la fin du régime des Mollahs et le retour au pays de Reza Pahlavi, fils du dernier Shah d'Iran exilé aux États-Unis, que des commentateurs voyaient déjà dans l'antichambre du pouvoir à Téhéran. »»

Après avoir fait planer la menace d'une intervention militaire et envoyé une dizaine de navires dans le Golfe, dont le porte-avions USS Abraham-Lincoln, et son armada, pour accentuer la pression sur l'Iran, Donald Trump a finalement dit espérer «trouver un accord» avec l'Iran. L'USS Abraham-Lincoln est la pièce



Le ministre des Affaires étrangères iranien, Abbas Araghchi, le 30 janvier 2026 à Istanbul, en Turquie. ARIF HUDAVERDI YAMAN-ANADOLU-AFP.

maîtresse du dispositif avec ses 333 mètres de long. Outre plus de 5.500 marins à bord, il emporte des avions de chasse F-35C, des F/A-18 et des avions de guerre électronique EA-18G Growler.

TEMPS DU DIALOGUE. Entré en service en novembre 1989, Abraham-Lincoln est doté de plusieurs types de radars qui lui permettent de détecter et suivre les menaces, d'assurer le contrôle du trafic aérien, ainsi que de tirer et guider des missiles. Il dispose aussi de deux hélicoptères d'attaque SH-60 Seahawk. Le porte-avions ne transporte officiellement que des missiles de défense, mais il est escorté par plusieurs destroyers qui

sont, eux, équipés de plusieurs dizaines de missiles de croisière, notamment les Tomahawk. Le cas des destroyers lance-missiles USS Spruance (DDG-111), USS Michael-Murphy (DDG-112) et USS Frank-E. Petersen Jr (DDG-121). La pression américaine s'est accentuée depuis début janvier sur Téhéran, après la répression dans le sang d'un vaste mouvement de contestation de la République islamique, déclenché au départ par des manifestations contre le coût de la vie. Lundi 2 février, Téhéran a annoncé un «cadre» pour des négociations avec les États-Unis serait finalisé «dans les prochains jours». «Les pays de la région servent de médiateurs

pour l'échange de messages», a déclaré le porte-parole de la diplomatie iranienne, Esmail Baghaei.

Après les menaces vient le temps des discussions sur le nucléaire, peut-être dès la fin de cette semaine. L'émissaire américain Steve Witkoff et le chef de la diplomatie iranienne Abbas Araghchi devraient se rencontrer vendredi 6 février, à Istanbul, en Turquie. Le week-end, le président américain s'était dit confiant sur la possibilité de trouver un accord avec Téhéran. L'accord que Donald Trump semble appeler de ses vœux n'aurait sans doute pas grand-chose à voir avec celui signé en 2015, par Barack Obama. Après avoir fait planer la menace d'une

intervention militaire avec son armada envoyée dans le Golfe, le président américain est en position de force face à des autorités iraniennes affaiblies, notamment par une contestation interne. Il compte donc arracher d'importantes concessions dans plusieurs domaines: fin du soutien de l'Iran à ses bras armés dans la région, comme le Hezbollah ou les Houthis, arrêt total de l'enrichissement de l'uranium et limitation de son programme balistique. Hors de question, répond Téhéran, qui n'entend sans doute pas aller plus loin qu'en 2015. Le pays avait alors accepté un programme de surveillance de la part de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) assez poussé. «Le président Trump dit «pas d'armes nucléaires» et nous sommes tout à fait d'accord avec ce point. (...) Bien sûr, en contrepartie, nous attendons une levée des sanctions. Cet accord est donc possible. Ne parlons pas de choses impossibles», a insisté, dimanche 1er février, sur CNN, le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghchi, dont le pays a aussi exclu de discuter de ses capacités de défense et balistiques.

avec AGENCE

Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger, propriété de FINN PRESS GROUP en sigle FINPRESS Groupe, FPG.

FINN PRESS GROUP
 RCCM
 KIN/RCCM/15-A-27926
 Id. Nat.
 01-93-N00932M

Le Soft International
 Global site
 lessoftonline.net
 lessoft.be
 Kin's
 kin-s.net
 LeSoftConcept
 LeWebSoftConstruct
 InterCongoPrinters
 RadioTéléAction
 Masimanimba.
 Grand Bandundu
 info@lesoft.be
 SIP-AFRIMAGES
 B-1410 Belgique.
 Tél 00-32-488205666.
 Fax 00-322-3548978.
 eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL.
 Yerkis Muzama Muzinga.
 Phone +243-818371479.

Directeur associé
 Yves Soda.

RÉDACTION.
 T. Matotu
 D. Dadei
 Alunga Mbwa.

DIRECTION COMMERCIALE.
 Phone +243-818371479.

Directeur de la publication.
 Mankana Makasi.
 AMP Agences et Messageries de la Presse Belge. Accords spéciaux.
 Trends. Trends, Tendances. Le Vif/L'Express. Knack.
 © Copyright 2026 FINPRESS.
 Imprimé à Kinshasa
 InterCongoPrinters

Autorisation de diffusion en R-DC.
 M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13 janvier 2008.



Caracas veut normaliser avec Washington

Alors que les signes de normalisation des relations entre les États-Unis et le Venezuela se multiplient avec, lundi 2 février, la nomination d'un chef de mission diplomatique vénézuélien à Washington, la nouvelle chargée d'affaires américaine à Caracas Laura Dogu a, elle, de nouveau évoqué la nécessité d'une « transition » dans le pays.

Deux jours après son arrivée à Caracas et un mois tout juste après la capture de Nicolas Maduro par l'armée américaine, la nouvelle cheffe de mission diplomatique des États-Unis au Venezuela a évoqué lundi 2 février lors de sa première rencontre avec la

présidente par intérim Delcy Rodriguez la nécessité d'une «transition» dans le pays. «J'ai rencontré Delcy Rodríguez et Jorge Rodríguez (le président de l'Assemblée nationale, ndlr) pour réitérer les trois phases que (le chef de la diplomatie américaine Marco) Rubio a proposées pour le Venezuela: stabilisation, reprise économique et réconciliation, et transition», a-t-elle écrit sur X (ex-Twitter). En parallèle, Delcy Rodriguez, elle, a désigné l'ancien ministre des Affaires étrangères Félix Plasencia comme chef de mission diplomatique aux États-Unis, une nomination qui marque un tournant dans les relations entre Washington et Caracas qui étaient rompues depuis 2019. À l'époque, les États-Unis avaient contesté la pre-

mière réélection à la présidence de Nicolas Maduro et choisi de reconnaître à la place un gouvernement parallèle dirigé par l'opposant Juan Guaido. «L'installation, tant au Venezuela, de la représentation diplomatique du gouvernement des États-Unis qui sera dirigée par Mme Laura Dogu, que de notre représentation diplomatique à Washington, se fera dans les prochains jours», a affirmé en soirée le ministre des Affaires étrangères, Ivan Gil. Prix Nobel de la paix, la cheffe de l'opposition vénézuélienne Maria Corina Machado a elle aussi utilisé le mot «transition» en évoquant une possible rencontre avec Delcy Rodriguez. «S'il est nécessaire d'échanger lors d'une rencontre pour définir le calendrier d'une transition,

ce sera fait», a-t-elle déclaré, selon une transcription d'une rencontre virtuelle avec des médias colombiens rendue publique par son service de presse. Le gouvernement provisoire de la présidente par intérim «reste la mafia», a-t-elle toutefois ajouté. Si Delcy Rodriguez a donné des gages de bonne volonté à Donald Trump avec une réforme de la loi pétrolière et l'annonce d'une amnistie générale, elle a également nommé, lundi 2 février, Daniella Cabello, la fille du puissant ministre de l'Intérieur Diosdado Cabello dont la tête est mise à prix à 25 millions de \$US par Washington, au poste de ministre du Tourisme. Une nomination qui apparaît comme un signe du pouvoir toujours important de ce dernier au Venezuela.